



Sous la direction du Prof. Philip D. Jaffé

Violence conjugale : enfant en danger ?

***Examen du traitement des rapports de police par le
Service de protection de la jeunesse du Canton de Vaud***

MÉMOIRE – Orientation professionnalisante

Présenté à
l'Unité d'enseignement et de recherche en Droits de l'enfant
de l'Institut Universitaire Kurt Bösch
pour obtenir le grade de Master of Arts interdisciplinaire en droits de l'enfant

par

Mireille ANSERMET

de

Lausanne, Vaud

Mémoire No

SION

Mai 2011

Résumé

Ce travail a débuté au cours d'un stage effectué au Service de protection de la jeunesse du canton de Vaud, plus précisément à l'Office régional de protection des mineurs (ORPM) du Centre. Son objectif est double: proposer à ce dernier une systématisation dans le traitement des rapports de police reçus pour violence domestique et une stratégie d'intervention graduée pour ces familles. Dans ce but, une grille de lecture pour analyser ces rapports a été réalisée et des propositions ont été faites pour créer des prises en charges intégrées des enfants exposés à la violence conjugale. La violence conjugale et son impact sur l'enfant étant multifactoriels, une approche inter- et transdisciplinaire a été nécessaire pour appréhender le problème dans toute sa complexité.

Mots clefs

Approche intégrée

Droits de l'enfant

Interventions socio-éducatives

Interdisciplinarité

Maltraitance

Protection de l'enfant

Rapport de police

Service de protection des mineurs

Violence conjugale

Violence domestique

Violence intrafamiliale

Liste des abréviations utilisées

ASPM	Assistant social en protection des mineurs
CDE	Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant
CCS	Code civil suisse
CMP	Centre d'accueil Malley-Prairie
CPS	Code pénal suisse
LProMin	Loi sur la protection des mineurs du canton de Vaud
RLProMin	Règlement d'application de la loi sur la protection des mineurs du canton de Vaud
ORPM	Office régional de protection des mineurs, dépendant du Service de protection de la jeunesse du canton de Vaud
SPJ	Service de protection de la jeunesse du canton de Vaud
VC	Violence conjugale

Notes aux lecteurs

- Le masculin est utilisé sans aucune discrimination et dans le seul but d'alléger le texte.
- Le terme « enfant » est utilisé la plupart du temps au masculin et au singulier également dans le but d'alléger le texte.
- Le schéma qui est repris tout au long de ce travail est le cas le plus fréquent dans la problématique de violence conjugale, soit : la femme comme victime et l'homme comme auteur, ceux-ci étant les parents de l'enfant qui y est exposé.
- Les termes « témoin », « exposé » et « victime » pour parler de l'enfant face à la violence entre ses parents sont utilisés indifféremment pour parler de la problématique dans un souci de variété mais pas dans le but de faire des nuances quant à l'impact.

Table des matières

1. INTRODUCTION.....	4
2. CONTEXTE DE LA PROBLEMATIQUE.....	6
2.1 METHODOLOGIE.....	8
3. ETAT DE LA QUESTION	11
3.1 ELEMENTS DE DEFINITION	11
3.2 IMPACT DE LA VIOLENCE AU SEIN DU COUPLE SUR L'ENFANT.....	13
3.2.1 <i>Implications pour le développement de l'enfant</i>	13
3.2.2 <i>Facteurs de risque et de protection</i>	15
3.2.3 <i>Spécificités concernant les enfants en bas âge</i>	16
3.2.4 <i>Les stratégies d'ajustement de l'enfant</i>	17
3.2.5 <i>Cooccurrence entre violence conjugale et violence parentale</i>	18
3.2.6 <i>Transmission intergénérationnelle de la violence</i>	19
3.3 ARMATURE JURIDIQUE CANTONALE, NATIONALE ET INTERNATIONALE	19
3.4 BONNES PRATIQUES EN TERME DE PRISE EN CHARGE DES ENFANTS EXPOSES A LA VIOLENCE CONJUGALE	20
3.4.1 <i>Programmes d'intervention spécifiques aux enfants</i>	21
4. EVALUATION DU DEGRE DE MISE EN DANGER DE L'ENFANT ET DES REPONSES PARENTALES SUR LA BASE D'UN RAPPORT DE POLICE.....	23
4.1 DEGRE D'EXPOSITION DE L'ENFANT A LA VIOLENCE CONJUGALE	24
4.2 DANGEROUSITE DU COUPLE PARENTAL	25
4.3 LIMITES D'UN RAPPORT DE POLICE.....	26
5. STRATEGIE ET PROCEDURE D'INTERVENTION PROPOSEES	26
5.1 SENSIBILISATION DES PARENTS A L'IMPACT DE LA VIOLENCE CONJUGALE	28
5.1.1 <i>Mesures administratives</i>	28
5.1.2 <i>Bilan psychologique de l'enfant</i>	29
5.2 PRISE EN CHARGE DES ENFANTS EXPOSES A LA VIOLENCE CONJUGALE ET RESTAURATION DES CAPACITES PARENTALES	29
5.2.1 <i>Prise en charge socio-thérapeutique</i>	30
5.2.2 <i>Mesure d'éloignement du domicile familial</i>	34
5.3 COLLABORATION DU SPJ AVEC LES AUTRES PROFESSIONNELS IMPLIQUES.....	35
5.3.1 <i>La police municipale et cantonale</i>	35
5.3.2 <i>Les services pour les victimes et les auteurs de violence conjugale</i>	36
6. CONCLUSION ET PROPOSITIONS	37
REFERENCES.....	40
ANNEXES.....	48

1. INTRODUCTION

La violence a quelque chose de biologique, primitif, elle a d'ailleurs la même racine que la vie. En même temps, la violence peut aussi être synonyme de mort. C'est donc une notion contradictoire, qui oscille entre la vie et la mort. La violence est indissociable du traumatisme (Halfon, Ansermet, Laget et Pierrehumbert, 2002).

Une étude faite en Suisse par Killias, Simonin et De Puy (2005) montre qu'une femme sur cinq est victime de violence physique, sexuelle ou de menaces au cours de sa vie. Le 1^{er} avril 2004, le Code pénal suisse a été modifié dans le sens d'une meilleure protection des victimes de violence conjugale. Les lésions corporelles simples, les voies de faits répétées, les menaces, la contrainte et le viol au sein du couple sont depuis des infractions poursuivies d'office. La police peut mener une enquête et dénoncer un suspect même si la victime renonce à déposer plainte. Cela a eu pour effet d'augmenter le nombre d'enregistrements de violences entre partenaires par la police, mais sans que cela n'aboutisse au niveau pénal à augmenter le nombre de condamnations. En effet, Guénat (2010) nous apprend que seules 10% des affaires finissent devant un juge dans le canton de Neuchâtel et que 30% des victimes demandent à suspendre la procédure pénale. La route est donc encore longue pour que la justice soit appliquée !

Les femmes victimes de violence conjugale sont pour 80% d'entre elles aussi des mères (Sadlier, 2010b). Au niveau mondial, on évalue entre 133 et 275 millions le nombre d'enfants qui seraient « régulièrement témoins chaque année d'actes de violence entre leurs parents » (Pinheiro, 2006, p.79). La Fondation Suisse pour la Protection de l'Enfant (FSPE) estime que « 10 à 30% des enfants sont témoins de violence domestique » (2009, p. 7). Malgré ce fort taux de prévalence et le fait, qu'aujourd'hui, l'exposition à la violence conjugale est considérée comme une maltraitance psychologique pour les enfants, c'est un phénomène très peu étudié (Fortin, 2008a; Sadlier 2010b). De même, bien que la question de l'enfant est souvent évoquée dans la prise en charge des violences conjugales, « elle est rarement prise en compte dans les programmes en tant que telle » (Sadlier 2010b, p.116). Pourtant, au vu des répercussions que cette exposition peut avoir sur le développement de l'enfant, grandir dans un contexte de violence conjugale doit être considéré comme « une mise en danger structurelle de l'enfant » (FSPE, 2009, p. 7). Il est donc primordial d'offrir un soutien adapté à ces enfants (Sadlier, 2010b). Même si le couple se sépare, la question des droits de visite ou

de la garde partagée, qui deviendra peut-être la norme en Suisse dans un futur régime du droit du divorce, restera un enjeu de taille pour l'enfant et sa famille. Dans ce contexte, les liens avec l'auteur des violences se perpétueront (Sadlier, 2010b). Il faut également prendre en compte le fait que les enfants exposés à la violence conjugale sont souvent confrontés à d'autres problèmes, tels que violence et négligence à leur encontre, qui créent alors une double victimisation (Beaudoin et Turcotte, 2000; Kowal et Simoens, 2010).

L'impact de la violence conjugale sur les enfants est étudié depuis la fin des années 1970, lors de la montée en puissance du féminisme et de la prise de conscience de la problématique des femmes battues. La préoccupation est apparue sur le terrain chez certains professionnels qui travaillaient dans les foyers pour femmes victimes de violence conjugale et qui ont perçu, en premier, les répercussions engendrées par la violence et le manque de structure pour les accompagner (Jaffe, Wolfe et Wilson, 1990; Kowal et Simoens, 2010; Savard, 2010). Il est intéressant de noter que les premières recherches scientifiques sur la question nous viennent d'Amérique du Nord, alors que celles-ci émergent à peine en Europe (Savard et Zaouche Gaudron, 2010). C'est toujours outre-Atlantique que les premiers instituts comme l'American Academy of Pediatrics reconnaissent l'exposition de l'enfant à la violence entre partenaires intimes comme de la violence psychologique faite directement à l'enfant (Wolfe et McIssac, 2010). Au-delà de l'exposition à la violence en tant que telle, c'est le fait d'être élevé par des parents qui ont de grandes difficultés psychologiques qui s'avère problématique pour le développement de l'enfant (Kédia et Sabouraud-Séguin, 2010).

Malheureusement, dans l'esprit des parents et de la société en général, demeure encore l'idée que les enfants ne voient pas ou ne réalisent pas ce qu'il se passe entre leurs parents et qu'ils sont ainsi épargnés. Il reste donc un important travail de sensibilisation à faire au niveau de la prévention primaire. Quant à la prévention secondaire et tertiaire, le dépistage, l'évaluation des besoins et les services pour y répondre demeurent un enjeu de taille pour les services de protection de la jeunesse, surtout si on veut éviter d'ajouter de la violence institutionnelle¹ à la violence intrafamiliale (Créoff, 2000).

¹ Cette notion a été développée par Stanislaw Tomkiewicz et Pascal Vivet dans les années 1980 et définie comme « toute action commise dans ou par une institution, ou toute absence d'action qui cause à l'enfant une souffrance physique ou psychologique inutile et/ou qui entrave son évolution ultérieure ». Éliane Corbet élargit encore cette définition à « tout ce qui donne prééminence aux intérêts de l'institution sur les intérêts de l'enfant » (Créoff, 2000, p. 52).

La première partie de ce travail est consacrée à la définition de la problématique et de la méthodologie, ensuite un état des lieux théorique sur l'impact des violences conjugales sur l'enfant, l'armature juridique en vigueur et les prises en charge existantes sera fait. Une partie plus empirique proposera des pistes pour évaluer la mise en danger de l'enfant sur la base des rapports de police pour violence domestique reçus par le Service de protection de la jeunesse du canton de Vaud (SPJ). Ensuite, des mesures concrètes d'intervention seront proposées afin de permettre une prise en charge intégrée des enfants exposés aux violences conjugales. Pour conclure, des remarques et des propositions finales seront faites à l'attention du SPJ ainsi qu'à l'ensemble des professionnels intervenant dans la problématique de la violence conjugale.

2. CONTEXTE DE LA PROBLEMATIQUE

A l'Office régional de protection des mineurs (ORPM) du Centre du Service de protection de la jeunesse (SPJ) du Canton de Vaud², les procédures d'intervention sur la base des rapports de police reçus pour violence domestique concernant les couples avec enfant sont jugées insatisfaisantes par la direction de l'Office (E. Mariaux, communication personnelle, 17 août 2010). Ceci pour deux raisons; la première relève du manque de systématisation du traitement de ces rapports de police reçus en quantité importante³, la deuxième du manque de gradation dans les mesures à proposer en cas d'intervention.

Dans le canton de Vaud, les ORPM concernés, suivant la région d'occurrence des faits, reçoivent la copie des constats de police concernant la violence domestique pour les familles avec enfant. Il a été établi que c'est au Juge d'instruction de faire la demande d'appréciation d'une situation au SPJ, si cela s'avère nécessaire. Depuis que cette procédure est en vigueur, l'ORPM du Centre n'a reçu aucune demande d'évaluation de la part du Juge d'instruction (E. Mariaux, communication personnelle, 17 août 2010). De son côté, le SPJ a mis en place une intervention en deux temps suite à la réception d'un rapport de police ; premièrement, une lettre type contenant une liste d'adresses où la famille peut trouver de l'aide est envoyée systématiquement⁴. Dans cette lettre, il est fait mention qu'en cas de récurrence, le SPJ se verrait dans l'obligation d'intervenir. Dans un deuxième temps, si un autre rapport de police

² Office dans lequel j'ai réalisé mon stage de fin d'étude du 16 août au 8 octobre 2010.

³ Une moyenne de 20 rapports par mois a été constatée sur l'ensemble de la période analysée, soit de septembre 2010 à février 2011.

⁴ Une copie de cette lettre se trouve à l'Annexe C.

concernant la même famille est reçu, celle-ci est convoquée à l'ORPM de sa région pour entamer une appréciation des conditions de vie de l'enfant. Lorsque la violence perpétrée au sein du couple paraît grave et répétée, la famille peut être directement convoquée pour démarrer une appréciation.

La question de la systématisation de l'intervention du SPJ sur la base des rapports de police pour violence conjugale pose différents problèmes. Tout d'abord, il est particulièrement difficile d'évaluer à partir du seul rapport de police le degré de gravité d'une situation de violence, si elle est inscrite dans une dynamique de répétition ou non, dans quelle mesure l'enfant a été exposé à cet événement et surtout quel impact il a eu sur lui. Afin de faciliter cette démarche et de rendre l'intervention de l'ORPM du Centre systématique, la volonté de développer une grille d'analyse de ces rapports a été énoncée. Cette grille a notamment pour but de fonder l'intervention de l'ORPM sur des éléments objectivables. Elle a aussi pour fonction d'évaluer le degré d'exposition et de mise en danger de l'enfant ainsi que les réponses parentales apportées afin de décider de la suite à donner à ces rapports de police. Concrètement, elle doit permettre de déterminer dans quel cas il faut convoquer le couple pour entamer une appréciation de la situation et dans quel cas la lettre, faisant office de prévention secondaire, peut suffire.

Le manque de gradation dans les mesures à disposition des ORPM pour les enfants exposés à la violence conjugale pose également problème. Lorsqu'une intervention s'avère nécessaire aucune mesure socio-éducative spécifique n'est actuellement proposée en dehors des prises en charge offertes par les foyers d'urgence accueillant les femmes victimes de violence conjugale ou intrafamiliale. Ainsi, pour les enfants qui ne trouvent pas refuge dans ce genre d'institution avec leur mère, le placement constitue la seule option, alors qu'il devrait rester une mesure de dernier recours. Dans le but de ne pas faire plus de mal en doublant la violence familiale d'une violence institutionnelle, il est nécessaire d'intervenir de manière adaptée et proportionnelle à la situation vécue par l'enfant.

Les procédures de traitement des rapports de police reçus pour violence conjugale soulèvent d'autres questions. La lettre type du SPJ, envoyée aux familles, présente deux faiblesses : d'une part, elle n'informe pas et ne met pas suffisamment l'accent sur l'impact des violences conjugales sur l'enfant pour aider les parents à prendre conscience des risques qu'ils lui font courir. D'autre part, inscrite dans une dynamique de contrôle social uniquement, elle ne

présente pas l'intervention possible du SPJ dans une logique de progression mais dans une logique de cause à effet contraignante pour les assistants sociaux en protection des mineurs (ASPM) et inquiétante pour les familles. Cela peut avoir comme effet pervers de décourager la victime à appeler la police par crainte de se faire enlever ses enfants (Jaffe et al., 1990) qu'elle met alors d'autant plus en danger. Dès lors, il semblerait judicieux de modifier cette lettre afin de la rendre plus informative et préventive que menaçante.

Une autre insatisfaction concerne les critères prépondérants à la décision d'une appréciation de la situation, qui sont actuellement la gravité et la répétition des actes d'agression. Ils sont certes prépondérants mais ne semblent pas être les seuls. Il faut également rappeler que la victime appelle la police dans une stratégie de protection d'elle-même et de son enfant dans la majorité des cas, et ceci même si cela se réitère à plusieurs reprises.

Enfin, la non prise en compte systématique de la parole de l'enfant constitue la faiblesse la plus surprenante du dispositif d'intervention. Ceci peut être expliqué par plusieurs facteurs : l'âge de l'enfant, le manque de temps à disposition des ASPM ou le refus des parents de collaborer puisque le SPJ n'agit pas sur mandat judiciaire dans ce genre de cas. Le hasard a voulu que les appréciations suivies, durant la courte période du stage, concernaient uniquement des familles avec de très jeunes enfants. Il paraît en effet plus difficile de percevoir les potentielles répercussions sur un enfant qui n'est pas encore en âge de parler. Cela demande, en tout les cas, plusieurs entretiens, temps que les ASPM n'ont pas toujours, ceux-ci dépassant déjà, et de loin, le quota prévu par le RLProMin⁵. A défaut d'une analyse sans doute subjective de leur part, les ASPM s'en remettent donc aux personnes qui côtoient l'enfant régulièrement, soit le pédiatre, l'enseignant, l'éducatrice ou la maman de jour.

2.1 Méthodologie

L'enfant fait partie d'une famille, décrite en systémique comme un système complexe, ouvert, soumis aux influences internes et externes (Salem, 2005). Dans un tel système, une modification opérant pour l'un des membres entraîne un changement pour l'ensemble des autres membres. L'enfant et son contexte constituent un système dynamique, récursif et non-linéaire, non réductible à ce qui le constitue, qui va donner naissance à un système émergent, co-construit par tous les éléments et personnes du système (Darbellay, 2009; Salem, 2005).

⁵ Règlement d'application de la loi sur la protection des mineurs du canton de Vaud.

En effet, en plus de tous les paramètres en présence, il faut également tenir compte des boucles rétroactives à l'intérieur et entre les champs en interaction (ibid.). D'autre part, la violence en elle-même est « un phénomène complexe qui recouvre des aspects multicontextuels, multidimensionnels et polysémiques » (Girard, Rinaldi Baud, Rey Hanson et Poujouly, 2004, p. 475), qui demande une action interdisciplinaire (OMS, 2002). La théorie de la complexité nous enseigne que dans des systèmes complexes, une étude inter- et transdisciplinaire est requise afin d'établir « des ponts entre des sciences et des disciplines non communicantes » (Morin, 2003, p. 9 et 10; Darbellay, 2009). En effet, « c'est la constitution d'un objet à la fois interdisciplinaire, polydisciplinaire et transdisciplinaire qui permet de créer l'échange, la coopération, la polycompétence » (Morin, 2003, p. 8). Il va donc s'agir de décroisonner les disciplines et les départements, afin de considérer la problématique dans toute sa complexité. Cette approche nécessite de prendre en compte et d'intégrer plusieurs disciplines complémentaires et inter-reliées telles que: la protection de l'enfant et plus globalement les droits de l'enfant, la psychologie de l'enfant, la sociologie de l'enfance, l'approche systémique de la famille, la question du genre et de la domination, la victimologie, la médecine des violences, la neurobiologie, le droit civil, de la famille et le droit pénal.

Bien que l'intérêt supérieur de l'enfant soit au centre dans cette étude, il est indissociable des parents et de leur état physique et psychologique, car ce sont eux qui sont les premiers garants de la protection et du bien-être de leur enfant. L'état a un rôle subsidiaire par rapport à l'enfant. Il intervient lorsque les parents ne sont pas capables de remplir leurs rôles correctement en les soutenant dans leurs tâches et, le cas échéant, en remplissant à leur place cette fonction de protection (art. 18 et 19 CDE, art. 307 CCS).

D'autre part, au niveau systémique, les personnes prises dans la violence conjugale sont au minimum homme, femme, fille, garçon, conjoint, père, mère, enfant, frère, sœur, etc. Tous ces rôles font appel à différentes ressources et résonances et la façon dont ils sont inter-corrélés nous oblige à intégrer différents secteurs d'activités pour prendre en charge de manière intégrée l'ensemble des personnes concernées. Il faut donc travailler en réseau pour coordonner ces différents services au profit de la protection et du bien-être de l'enfant et de sa famille. Ainsi, le service de protection de la jeunesse doit travailler en étroite collaboration avec les centres d'accueil et d'intervention pour les victimes et les auteurs de violence conjugale, les thérapeutes, les enseignants, et tout autres intervenants dans la situation afin de garantir la meilleure intervention possible aux enfants exposés à la violence conjugale. Sans

oublier la place de l'ASPM qui, en tant qu'intervenant aura également un rôle dans la dynamique et sera interdépendant de la situation observée, selon le modèle de la seconde cybernétique (Salem, 2005).

D'un point de vue pratique, le travail s'est composé d'une recherche de littérature sur les questions de l'impact des violences conjugales sur l'enfant et les interventions existantes ou conseillées pour ces enfants. Une recherche très large a d'abord été effectuée sur Google et *GoogleScholars* en français et en anglais. Ensuite une revue systématique des articles scientifiques a été faite à l'aide du site Ovid/Francis de 1972 à nos jours, sur les bases de données du réseau des bibliothèques romandes « réro », sur les revues électroniques offertes par l'Université de Lausanne⁶ et en consultant les bibliographies des ouvrages et articles trouvés. Une partie plus empirique s'est composée de la consultation et l'analyse des rapports de police reçus pour violence domestique par l'ORPM du Centre sur une période de six mois, ainsi que la participation aux entretiens que les ASPM avaient en rapport avec ces rapports de police, ceci seulement sur la période du stage⁷. Cela a été enrichi par la participation à des conférences et séminaires sur le sujet⁸, la visite d'institutions et des entretiens avec des professionnels de la protection de l'enfance et du milieu socio-éducatif.

Des considérations éthiques ont été scrupuleusement respectées durant l'ensemble de la période sur laquelle cette étude a porté. Premièrement, par le respect de la confidentialité des rapports de police et des entretiens suivis. Dans ce but, tous les documents utiles à ce mémoire concernant des cas individuels seront détruits dans une broyeuse à la fin du travail, afin qu'aucun élément ne puisse échapper de ceux-ci. D'autre part, une attention particulière a habité le suivi des entretiens menés par les ASPM afin de réduire au minimum les interférences entre eux et les familles, générées automatiquement par la présence d'une observatrice.

⁶ « Cairn », « Sage », « ScienceDirect » et « Wiley InterSciences »

⁷ Une demande d'autorisation officielle a été faite au Chef du SPJ pour permettre ma participation à un plus grand nombre d'appréciations en lien avec les rapports de police une fois mon stage terminé mais celle-ci a été refusée pour des raisons éthiques. Seule la consultation des rapports de police sur une plus longue période m'a été autorisée.

⁸ Notamment un colloque au Conseil de l'Europe intitulé : « Des violences conjugales aux violences intrafamiliales, une affaire à trois: victimes, auteurs, enfants témoins ».

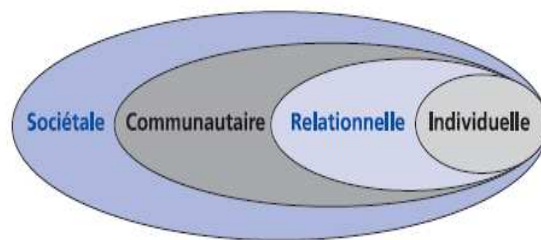
3. ETAT DE LA QUESTION

3.1 Eléments de définition

Pour bien appréhender ce travail, plusieurs termes sont à définir. Tout d'abord l'OMS définit la violence comme :

« La menace ou l'utilisation intentionnelle de la force physique ou du pouvoir contre soi-même, contre autrui ou contre un groupe ou une communauté qui entraîne ou risque fortement d'entraîner un traumatisme, un décès, des dommages psychologiques, un mal développement ou des privations » (OMS, 2002, p. 5).

Elle présente également un modèle écologique de la violence permettant de comprendre la violence dans toute sa complexité (ibid., p. 13) :



Du point de vue systémique, il y a deux types de violence au sein du couple et de la famille : la violence de type « agression » ou « symétrique », d'une part, où les relations sont égalitaires, la violence est réciproque et les individus se revendiquent égaux en force et en pouvoir ; la violence de type « punition » ou « complémentaire », d'autre part, où les relations sont inégalitaires et où l'un des partenaires se revendique supérieur à l'autre⁹ (Anglada et Chmetz, 2010; Girard et al., 2004; Sadlier, 2010a). Le premier type de violence est communément nommé conflit de couple. Il peut être marqué par des actes de violence répétés mais pas par l'emprise d'un partenaire sur l'autre. Dans le deuxième type de violence, ce qu'on entend communément par violence conjugale, l'identité de la victime est attaquée ; il y a une « impuissance apprise »¹⁰ (Hirigoyen, 2005, p. 115). Il s'agit donc de la violence psychologique, physique, sexuelle, économique répétée, exercée au sein d'un couple marié ou non dans un but de domination et de destruction de l'autre (Sadlier, 2010a). C'est cette définition qui sera retenue tout au long de ce travail lorsque le terme « violence conjugale »

⁹ Modèle développé par Perrone et Nannini en 1995 et repris par de nombreux auteurs dont Anglada et Chmetz (2010); Girard, Rinaldi Baud, Rey Hanson et Poujouly (2004).

¹⁰ Terme anglais « learned helplessness » développé par L. E. Walker en 1979 et ensuite repris par de nombreux auteurs, dont Jaffé and al. (1990); Hirigoyen (2005); Sadlier (2010a).

sera utilisé. Cette distinction est également importante pour définir une stratégie d'intervention, qui sera différente s'il s'agit d'un conflit de couple ou de violence conjugale (Anglada et Chmetz, 2010). D'autre part, bien que la violence exercée par la femme sur l'homme existe, elle est plus rare, surtout au niveau physique. Ce type de violence est le plus mis en avant dans les rapports de police, raison pour laquelle c'est cette configuration qui est retenue dans ce travail, qui ne peut être exhaustif. Il se peut également que la femme résiste à la violence exercée par l'homme malgré le rapport de force inégalitaire. Il s'agit de la « violence punition avec symétrie latente » où l'auteur, qui est en position de supériorité, va tout faire pour « briser le noyau de symétrie » (Anglada et Chmetz, 2010, p. 63).

Concernant la différence entre violence conjugale et violence domestique ou familiale, cette dernière est une notion plus large, qui englobe la violence conjugale. Elle considère la violence exercée à l'encontre de l'ensemble des membres de la famille. La violence conjugale peut donc être considérée comme domestique si on se place du point de vue de l'enfant puisqu'elle l'impacte directement, c'est pourquoi l'ensemble de ces termes seront utilisés indifféremment.

Un autre élément est intéressant à développer avant d'aller plus loin ; il s'agit de l'évolution, dans les représentations sociales, de la place de l'enfant face à la violence conjugale. Il a d'abord été invisible, seule la victime puis l'auteur ayant été pris en considération. Ensuite, l'enfant a été considéré comme un témoin, puis comme une victime indirecte en parlant d'enfant exposé pour aujourd'hui enfin le reconnaître comme victime directe de la violence du couple (Kowal et Simoens, 2010; Sadlier, 2010a). Il reste malgré tout des progrès à faire car, même si l'enfant est considéré aujourd'hui comme une victime, l'accent est surtout mis sur les risques de reproduction et de transmission de la violence entre les générations (Sadlier, 2010a). La violence conjugale n'est encore que trop peu nommée comme une maltraitance psychologique faite à l'enfant, au même titre que s'il en était directement victime. Ceci est révélateur du mode de pensée dans lequel la société se positionne encore vis-à-vis de l'enfant: un style plutôt paternaliste où l'enfant est perçu comme un être en devenir, un objet de droit et non pas encore dans un style libérationniste où l'enfant serait perçu en tant qu'acteur présent et sujet de droit (Hanson, sous presse). Sociologiquement, la perception de l'enfant par la société s'est beaucoup modifiée pendant le 20^{ème} siècle mais bien plus encore au 21^{ème} siècle. L'évolution de la pensée autour de l'enfant face à la violence conjugale reflète ce changement de perception plus général de la place de l'enfant dans la société. On en veut pour preuve,

l'état des lieux des recherches sur les enfants exposés à la violence conjugale réalisé par Savard et Zaouche Gaudron (2010). Celui-ci montre que, sur les trente-six recherches recensées, aucune ne prend en considération la parole de l'enfant. Bien que l'enfant soit au centre des préoccupations, le principal outil méthodologique utilisé dans ces études¹¹ repose sur des entretiens avec la mère au sujet des potentiels problèmes internalisés et externalisés de son enfant. Elles reposent donc uniquement sur le récit de la mère sans prendre en compte ce que l'enfant ressent réellement. L'enfant n'est donc pas reconnu en tant que sujet de droit comme requis par l'article 12 de la CDE qui stipule que tout enfant doit pouvoir s'exprimer et être entendu sur tout sujet le concernant.

3.2 Impact de la violence au sein du couple sur l'enfant

Les résultats de l'étude de Kilpatrick et Williams (1997) ont montré que les incidences de l'exposition de l'enfant à la violence conjugale étaient les mêmes que si l'enfant en était directement la victime. La violence entre les conjoints représente une violence psychologique pour l'enfant, qui met en danger son développement émotionnel, social et cognitif (Jaffe et al., 1990; Sadlier, 2010a).

3.2.1 Implications pour le développement de l'enfant

Toute la littérature scientifique s'accorde à dire que les effets de la violence conjugale sur l'enfant peuvent être d'ordre internalisés et/ou externalisés, ce qui veut dire qu'il y a un risque de conséquences sur son développement affectif et/ou sur ses comportements sociaux (Fortin, 2008a ; Fortin, Trabelsi et Dupuis, 2002; Jaffe et al., 1990; Sadlier, 2010a; Savard et Zaouche Gaudron, 2010; Sudermann et Jaffe, 1999).

Les symptômes internalisés peuvent se retrouver sous forme d'anxiété, d'une faible estime de soi, d'un manque de confiance, de troubles dépressifs ou de syndromes de stress post-traumatique (Fortin, 2008a; Jaffe et al., 1990; Kilpatrick et Williams, 1997; Sadlier, 2010a; Sudermann et Jaffe, 1999). Les symptômes externalisés peuvent être de l'ordre du repli sur soi, des angoisses de séparation, de l'agressivité envers les autres ou envers soi-même, de l'hyperactivité ou de la délinquance (Fortin, 2008a; Jaffe et al., 1990; Sadlier, 2010a). La violence domestique peut également avoir un impact sur la santé physique de l'enfant, notamment sous forme de troubles psychosomatiques, et sur son développement cognitif, qui

¹¹ Child Behavior Checklist (CBCL).

se traduit par des difficultés scolaires (Côté, Dallaire et Vézina, 2005; Fortin, 2008a; Savard et Zaouche Gaudron, 2010). En effet, le manque de repères et d'activités routinières, une dynamique familiale imprévisible et déroutante ainsi que le stress de la mère peuvent conduire l'enfant à développer des problèmes d'apprentissage (Moore et Pepler, 1998).

Les confrontations les plus violentes ont souvent comme prétexte les enfants et leur éducation, dans lesquels les parents investissent beaucoup (Jaffe et al., 1990). Bien que les enfants ne soient pas la véritable cause des violences, ils se blâment et s'en rendent responsables car ils n'ont pas les capacités de comprendre les implications sous-jacentes à la confrontation (ibid.). De plus, ils se sentent coupables de ne pas pouvoir faire cesser les abus, ce qui les rend anxieux, voir dépressifs, et fait baisser l'estime qu'ils ont d'eux-mêmes (Hugues et Luke, 1998). Beaucoup d'enfants vivent avec un sentiment de peur et d'angoisse et ne se sentent pas en sécurité chez eux (Jaffe et al., 1990). C'est ce que Berger et al. appellent « un traumatisme relationnel précoce » (2010, p. 283) donc un stress répétitif qui a pour conséquence d'induire une augmentation de la production de cortisol. Cette hormone étant liposoluble, elle va inonder le cerveau, et particulièrement l'hippocampe qui a la plus grande densité de récepteurs au cortisol. Cette partie du cerveau est responsable de « la mémoire affective, l'intégration des émotions, les comportements d'attachement et la mémoire des apprentissages » (ibid.). Des travaux ont montré que « si le taux de cortisol [était] constamment élevé, une atteinte cérébrale [était] réversible pendant quelques mois, puis définitive » (ibid.).

Par contre, l'impact de la violence conjugale sur l'enfant est multifactoriel. Il est donc difficile de déterminer des prédicateurs généraux en psychopathologie de l'enfant, ceux qui sont spécifiquement liés à la violence conjugale (Moore et Pepler, 1998). Les différentes formes de maltraitance n'ont pas un impact uniforme et pré-établi et plusieurs formes d'abus peuvent aboutir aux mêmes problèmes d'ajustement chez les enfants qui en sont victimes (Moore et Pepler, 1998). D'où la difficulté d'établir un lien de cause à effet direct entre l'exposition à la violence conjugale d'un enfant et ses problèmes de développement et d'ajustement (Jouriles et al., 1998). Les études ont montré que 40% des enfants exposés aux violences conjugales éprouvent des difficultés (Hugues et Luke, 1998) et auraient donc besoin de soutien. Selon Fortin (2008a, p.21), « [à] l'heure actuelle, on estime qu'un garçon sur trois et une fille sur cinq, témoins de violence conjugale, présenteraient des symptômes qui requièrent un suivi clinique ». Ce qui va faire la différence entre les enfants qui auront besoin

de soutien et ceux qui n'en n'auront pas besoin sont les facteurs de risque et de protection de et autour de l'enfant et de sa famille.

3.2.2 Facteurs de risque et de protection

L'impact des violences conjugales sur l'enfant va dépendre à la fois des facteurs de risque et de protection propres à l'enfant et à son environnement, mais aussi des conditions dans lesquelles la violence a lieu. A cet égard, la sévérité, la fréquence, la chronicité et la façon dont les épisodes de violence se sont résolus sont des paramètres déterminants (Edleson, 2006; Hugues et Luke, 1998).

Les facteurs de risque et de protection à prendre en considération concernant l'enfant sont le tempérament de celui-ci, l'estime qu'il a de lui-même, sa résilience, son sentiment de compétence, son locus de contrôle, son âge, la phase de développement dans laquelle il est ou encore son genre (Fortin et al., 2002; Hugues et Luke, 1998; Jaffe et al., 1990). Certains de ces facteurs, dont la résilience et l'estime de soi, se construisent dans la relation à l'autre. Ainsi, les capacités de résilience d'un enfant témoin de violence entre ses parents vont dépendre en grande partie de la qualité des relations qu'il entretient avec ses parents (Kédia et Sabouraud-Séguin, 2010). Ce sont les styles de parentalité, directement influencés par l'état psychique des parents, qui vont déterminer, en grande partie, le développement social et émotionnel de l'enfant. L'impact de la violence conjugale sur un enfant sera donc d'autant plus important s'il est confronté à des parents qui ne peuvent pas assumer leur rôle (ibid.). Il a d'ailleurs été démontré que les enfants des mères qui parvenaient à conserver des stratégies parentales positives étaient ceux qui présentaient le moins de problème d'adaptation (Moore et Pepler, 1998). En effet, si la mère parvient à rester structurante, aimante, empathique, encourageante, disponible et attentive malgré un contexte familial dysfonctionnel, les effets néfastes de la violence conjugale sur l'enfant peuvent être contrebalancés (Chamberland, Léveillé et Trocmé, 2007; Fortin, 2008b; Jaffe et al., 1990; Kédia et Sabouraud-Séguin, 2010). A défaut, l'entourage de l'enfant peut également compenser les carences de la famille et jouer un rôle protecteur (Edleson, 2006).

Les facteurs de risque et de protection à prendre en compte dans l'environnement de l'enfant sont les capacités d'attachement et éducative des parents, leur santé mentale et physique, la présence d'une dépendance, le rôle de l'enfant au sein de la famille, son passé, notamment par rapport à la violence, la situation socio-économique de la famille et les personnes de soutien

autour de l'enfant et de sa famille (Edleson, 2006; Fortin et al., 2002; Jaffe et al., 1990; Kédia et Sabouraud-Séguin, 2010; Lessard et Paradis, 2003).

3.2.3 Spécificités concernant les enfants en bas âge

Le premier risque lié aux enfants d'âge préscolaire est qu'ils peuvent être directement victimes de la violence infligée à leur mère, car souvent dans ses bras (Jaffe et al., 1990). De plus, avant l'âge de deux ans, l'enfant ne fait pas de distinction entre la violence faite à sa mère et celle qui lui est faite directement. Ainsi lorsque que sa mère reçoit des coups, c'est « comme si on le frappait, lui » (Meersseman, 2008). Deuxièmement, si la mère est préoccupée par ses problèmes conjugaux, elle n'est pas disponible émotionnellement pour répondre aux besoins de son enfant. Ceci s'avère d'autant plus problématique lorsque l'enfant est petit, car c'est là qu'il a le plus besoin d'elle. D'une part, c'est dans la relation précoce parent-enfant que se développe la stabilisation des émotions, c'est-à-dire « la capacité à moduler ou contrôler l'intensité et l'expression des sentiments et des impulsions intenses, de manière adaptative » (Wolfe et McIsaac, 2010, p.14). Ainsi, le fait d'être confronté à de la violence psychologique en tant que témoin de violence conjugale va contribuer au développement d'une mauvaise stabilisation émotionnelle (ibid.). D'autre part, les premières années de vie sont une période cruciale pour le développement de l'attachement, qui demande un certain cadre et une disponibilité physique et psychique pour que l'enfant développe un attachement sécure, garant d'une meilleure santé psychique et d'une meilleure résilience (Pierrhumbert, 2005). Des études ont montré qu'il y a un plus grand taux de dépression chez les enfants dont les parents n'ont pas été disponibles psychologiquement pour eux (Hugues et Luke, 1998). Il y a toutes les raisons de penser que « [l]a violence conjugale a un impact sur le processus d'attachement parento-infantile » (Sadlier, 2010a, p.38). Bien que le parent soit effrayé ou effrayant, il reste celui vers qui l'enfant se tourne pour trouver du réconfort en cas de détresse. Cela génère une situation très confuse et paradoxale pour l'enfant, dite de « double contrainte » (Salem, 2005). Les premiers résultats d'une étude en cours ont d'ailleurs démontré que les enfants exposés aux violences conjugales ont une propension plus grande à développer le même type d'attachement que les enfants directement maltraités, à savoir « désorganisé-désorienté » (Savard, 2010).

«Les expériences précoces ayant un impact décisif sur l'architecture du cerveau et l'envergure des aptitudes de l'adulte », il paraît indispensable d'agir rapidement lorsqu'un nourrisson ou un enfant en bas âge est témoin de violence conjugale (Berger et al., 2010, p. 284-285). « [L]a

durée d'exposition aux traumatismes répétitifs » paraît en effet « essentielle concernant l'apparition des dégâts cérébraux ». Berger et al. citent Barudy et Dantagnan qui affirment que « tous les enfants de moins de trois ans vivant dans un contexte de négligence et de maltraitance et qui ne sont pas protégés seront des personnes endommagées à vie » (ibid.).

Par ailleurs, l'insuffisance ou l'absence de discipline parentale ainsi que le manque de soutien et de modèle parental dans la petite enfance amèneraient à des troubles du développement social selon le modèle développé par Patterson (Jaffe et al., 1990; Jouriles et al., 1998). Selon cette théorie, ce sont des conditions familiales stressantes, comme celles vécues par les victimes de violence conjugale, qui contribueraient au déficit ou à l'absence d'éducation des enfants. De plus, cela montre à l'enfant que la violence est acceptable. Ainsi, selon les hypothèses développées par Patterson, les caractéristiques des comportements antisociaux trouvent leur source dans la petite enfance pour s'établir dans l'enfance à l'école et s'accroître encore plus tard. Afin d'éviter cela, il faut travailler à réduire le stress vécu par la famille et augmenter les capacités parentales et ceci le plus précocement possible, afin d'éviter le développement de trouble du comportement ou son installation à plus long terme (ibid.).

3.2.4 Les stratégies d'ajustement de l'enfant

Comme dans toute situation de maltraitance, l'enfant va mettre en place des stratégies d'ajustement pour faire face et diminuer l'impact de l'exposition à la violence conjugale, telles que « des mécanismes de déni, de répression, de dissociation ou d'identification avec l'agresseur » (Beaudoin et Turcotte, 2000, p.2). Ces stratégies vont permettre à l'enfant de percevoir l'événement traumatique que représente la violence entre ses parents comme moins menaçant. Il va pouvoir ainsi « maîtriser, tolérer ou diminuer l'impact de cet événement sur son bien-être physique et psychologique » (Sadler, 2010a, p.41). Ces stratégies sont déterminées par le ou les rôles que l'enfant va prendre ou avoir au sein de sa famille. Bien souvent, ils vont développer « des méthodes pathologiques d'auto-régulation de leur propre détresse » et vont chercher à « co-réguler les états affectifs de [leurs] parents » (Sadler, 2010a, p.39), ce qui peut avoir pour effet de parentaliser l'enfant.

Les réponses de l'enfant face à ce genre de situations sont « les seules possibles et logiques dans cette ambiance familiale ». C'est pourquoi il va les étendre et les « adopter comme stratégies stables même en dehors de la famille » si la maltraitance perdure dans le temps

(Cirillo et di Blasio, 1989/1992, p.117-118). On voit donc que ce qui est problématique, c'est la rigidification des rôles pris par l'enfant. A la différence de familles fonctionnelles, où les mêmes rôles peuvent exister sur une période bien déterminée, se succéder ou s'inter-changer, l'enfant d'une famille dysfonctionnelle va se « fixer » dans un mode d'interaction bien précis. Ce dernier va se répercuter sur ses relations extra-familiales et augmenter les effets de l'exposition à la violence conjugale (Sadler, 2010a).

3.2.5 Cooccurrence entre violence conjugale et violence parentale

Dans une dynamique familiale de violence conjugale, la violence parentale a un risque plus élevé de se développer que dans une famille tout venant. Les recherches ont recensé un taux de cooccurrence médian de 40% entre la violence conjugale et parentale (Appel et Holden, 1998). L'enfant risque d'être directement maltraité par l'auteur, soit accidentellement en s'interposant dans le conflit, soit de manière délibérée. La victime des violences conjugales peut également être responsable de maltraitance.

Il est intéressant de noter que les études sur les violences faites aux enfants montrent un taux élevé de violence envers le partenaire et que les études sur les violences envers les femmes indiquent également un taux élevé de violence à l'encontre de l'enfant (Jaffe et al.; Jouriles et al., 1998). En effet, la question se pose de savoir comment un père peut avoir des relations intimes basées sur la violence avec sa femme et qu'il n'en soit pas de même avec ses enfants (Kowal et Simoens, 2010).

Par ailleurs, le syndrome de la femme battue, forme d'état de stress post-traumatique, a une implication directe sur le rôle de mère. C'est un mécanisme d'adaptation de la femme face aux violences subies, fondé sur le déni et la dissociation (Fortin, 2008a; Hirigoyen, 2005). Elle va ressentir un sentiment d'impuissance et de désespoir grandissant face à la situation perçue comme inéluctable. Ces sentiments vont être renforcés par le peu d'estime qu'elle a d'elle-même et la solitude dans laquelle elle se trouve. Le problème est qu'avec le temps, cela va empêcher la femme de reconnaître le danger et les conséquences de la violence pour elle et ses enfants (Fortin, 2008a; Morbois et Casalis, 2001). De plus, cette victimisation va nuire à ses capacités maternelles et peut amener une mère à négliger ou à violenter son enfant (Jaffe et al., 1990). En effet, lorsque les femmes sont victimes de violences conjugales, elles se montrent soit hostiles, soit négligentes envers leurs enfants (Hugues et Luke, 1998). Cela peut être expliqué par le fait que ces femmes sont épuisées, voire même dépressives, à cause de

leur situation conjugale (Hugues et Luke, 1998; Jaffe et al., 1990; Kowal et Simoens, 2010; Z. Barbro, communication personnelle, 17 février 2011). Cette double victimisation de l'enfant va fortement accentuer et aggraver les risques de troubles du développement (Jaffe et al., 1990).

3.2.6 Transmission intergénérationnelle de la violence

« Qui a été victime de la violence risque d'être sous l'emprise d'un processus de transmission mortifère du traumatisme d'une génération à l'autre » (Halfon et al., 2002, p.12). Les enfants prennent exemple sur leurs parents. Ainsi, s'ils sont élevés dans un climat de violence, ils vont intégrer le fait que la violence est un moyen de communication valable dans la résolution des conflits (Jaffe et al., 1990; Sadlier, 2010a). En cas de stress ou de problèmes, ces enfants vont avoir recours à la violence car ils auront intégré que c'est une stratégie efficace pour maintenir le pouvoir et le contrôle sur les gens et les situations (Jaffe et al., 1990). Tous les garçons qui ont observé leur père battre leur mère ne deviennent pas d'office des maris violents. Par contre, les hommes qui battent leur femme ont systématiquement observé leur père frapper leur mère, voire été directement victimes de violence (ibid.). De même, les filles qui grandissent dans un foyer où leur père a été violent envers leur mère auront tendance à associer le rôle de la femme à l'acceptation de la violence (Moore et Pepler, 1998).

3.3 Armature juridique cantonale, nationale et internationale

Aucune loi en Suisse ne reconnaît l'exposition de l'enfant à la violence conjugale comme une forme de maltraitance, que cela soit au niveau fédéral ou cantonal. Or, la protection de l'enfant est un des principes fondateurs de la Convention relative aux droits de l'enfant que la Suisse a ratifié en 1997. La Suisse a donc le devoir de reconnaître et dénoncer juridiquement la violence psychologique que représente la violence conjugale pour l'enfant qui grandit dans un tel environnement. Cela se fait notamment au Canada (Lacharité et Xavierm, 2009) et dans certains états des Etats-Unis (Smith, Nickles, Mulmat, et Davies, 2000). Ceci est également dénoncé par le Conseil de l'Europe dans sa Résolution 1714 sur les Enfants témoins de violence domestique adoptée en 2010. Cette notion apparaît également dans la Convention sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et la violence domestique, nouvellement adoptée, qui inclut et reconnaît les enfants comme étant victimes de cette violence. Une fois que les Etats auront ratifié cette convention, ils s'engageront à mettre en œuvre des programmes d'intervention intégrés pour les victimes, auteurs, enfants et leur

environnement social. Ils se devront aussi de répondre aux besoins spécifiques des enfants victimes. Au niveau onusien, Pinheiro (2006) souligne également les dangers que représente l'exposition des enfants à la violence entre partenaires.

3.4 Bonnes pratiques en terme de prise en charge des enfants exposés à la violence conjugale

Les programmes d'intervention pour les enfants victimes de violence conjugale sont récents, les recherches s'étant d'abord intéressées à l'impact de l'exposition des enfants aux violences parentales (Lessard, Lampron et Paradis, 2003). La prise en charge des enfants exposés aux violences conjugales nécessite une intervention concertée et basée sur leurs besoins spécifiques et ceux de leur famille. En effet, les besoins de l'enfant se révèlent indissociables de ceux de ses parents. Tous les enfants n'auront pas besoin d'une prise en charge (Jouriles et al., 1998). Cela dépendra de la capacité des enfants à faire face aux événements stressants, donc de leurs capacités propres, des capacités des parents à les protéger, ainsi que des ressources extérieures présentes. Les axes d'intervention seront différents en fonction de ce qu'ils auront comme but ; à savoir la prise en charge des troubles internalisés et/ou externalisés.

Les comportements agressifs et antisociaux, s'ils sont apparus très tôt et ne sont pas traités, restent stables au cours de la vie et risquent d'amener à des conduites criminelles à l'adolescence ou à l'âge adulte. Il est donc nécessaire d'identifier et d'intervenir auprès des enfants exposés à la violence conjugale qui présentent des attitudes agressives et antisociales très marquées le plus tôt possible. Bien que ce type de comportement soit fréquent parmi les enfants exposés aux violences conjugales, d'autres événements peuvent en être la cause.

En ce qui concerne les troubles internalisés, ils sont moins visibles et donc plus difficiles à détecter. En dehors des traditionnelles consultations thérapeutiques individuelles, il n'y a actuellement pas d'intervention spécifique pour aider les enfants qui souffrent des suites d'exposition à la violence conjugale dans le canton de Vaud. Encore faut-il que le thérapeute sache détecter les problèmes spécifiques à ce facteur de risque.

Des projets pilotes ont vu le jour en Argovie, Thurgovie (Care4kids), à Winterthur (KidsPunkt) et Zürich (KidsCare) qui ont pour mandat de conseiller et soutenir les enfants et

les jeunes confrontés à la violence domestique dans leur foyer (FSPE, 2009). Ces projets étant relativement récents, il n'y a pas de recul sur l'offre proposée et leur efficacité mais il sera intéressant de suivre l'avancée et les résultats de ces projets afin de les étendre à l'ensemble de la Suisse s'ils se révèlent pertinents.

3.4.1 Programmes d'intervention spécifiques aux enfants

En Suisse, il n'existe pas de programme d'intervention spécifique et holistique pour les enfants victimes de la violence entre leurs parents, en dehors de ce qui est proposé par les foyers d'accueil pour les femmes victimes de violence conjugale. En revanche, il en existe aux Etats-Unis et au Canada depuis les années 1990 ou, plus récemment, en Europe. Deux programmes ont été retenus pour montrer quels types d'actions et de dispositifs mettre en place pour soutenir les enfants et leur famille pris dans l'engrenage de la violence conjugale.

- P'tis Yeux, P'tites Oreilles, Strasbourg / France

L'association Regain, à Strasbourg, propose une approche intégrée de la violence conjugale et intrafamiliale. Elle offre trois types de structure pour lutter contre cette violence afin que victime, enfant et auteur puissent trouver un soutien adapté. Parmi elles, « P'tis Yeux, P'tites Oreilles » est un dispositif d'accompagnement pour les enfants exposés aux violences conjugales et leur famille. C'est avant tout un lieu d'expression afin qu'ils puissent déposer leur souffrance, parler de la violence et de la relation qu'ils entretiennent avec elle (Gramss, 2010). Les familles sont accueillies dans la confidentialité. Un suivi individuel et collectif, gratuit et personnel leur est proposé, dont les buts sont nombreux : rompre le silence et l'isolement, offrir un lieu d'écoute et de parole, accompagner la famille et la relation parents-enfants, prévenir la violence en développant d'autres modes de résolution de conflit ou encore travailler sur la confiance et l'estime de soi. Il s'agit de travailler sur et avec les ressources de chacun pour augmenter leur capacité, générer une prise de conscience et les rendre plus actifs dans la poursuite de leur existence (ibid.).

Pratiquement, ce sont les travailleurs sociaux de Regain ou d'autres institutions qui font le lien entre la famille et le programme. Un entretien a d'abord lieu avec le travailleur social pour évaluer la pertinence du programme pour l'enfant et sa famille et éviter d'alourdir les prises en charge existantes. Ensuite, l'entretien préliminaire a lieu avec la famille afin de présenter le programme, de cibler les problématiques, d'en référer ailleurs si nécessaire et/ou de travailler en réseau. Durant cet entretien, un éducateur et un psychologue seront présents

afin d'observer, écouter et analyser à la fois le langage verbal et non-verbal de l'enfant et l'accompagner pendant que la mère raconte l'histoire familiale. Dans un premier temps, il s'agit de co-construire un projet d'accompagnement, formalisé par un engagement écrit symbolisant l'adhésion de la famille. L'autre parent est informé par écrit avec l'accord du parent accueilli, l'idéal étant de pouvoir travailler avec les deux parents (Gramss, 2010). Un programme mixte entre séances individuelles et collectives toutes les deux semaines sera si possible élaboré pour une durée de six mois (ibid.).

Le fait que cette structure soit centrée autour l'enfant permet de travailler à la fois sur l'enfant et la parentalité de la mère et du père, s'il participe, en gardant l'enfant au centre des préoccupations. Ainsi, ce lieu accueille tout ce qui a trait à l'enfant, tandis que les autres structures, « Regain Collectif » et « Des Maux Pour Le Dire », sont des espaces respectivement dédiés aux victimes et aux auteurs de violences conjugales. La distanciation physique de ces trois structures clarifie le sujet de préoccupation et évite, le plus possible, l'envahissement des sujets propres à la condition de victime et auteur de violence sur la situation propre à l'enfant.

- Domestic Abuse Project (DAP), Minneapolis / États-Unis

Peled et Davis (1995) ont proposé un modèle d'intervention *clefs en main* pour les professionnels qu'ils ont développé sur la base du programme « Domestic Abuse Project », testé sur plus de 750 enfants. Il s'agit d'un programme de dix semaines qui comprend des sessions de groupes entre enfants, entre parents et enfants et entre parents uniquement. Chaque session est décrite en détail avec des objectifs, des activités et des conseils destinés aux intervenants. Ce programme s'adresse aux enfants d'âge scolaire. Les enfants sont encouragés à parler de la violence vécue au sein de leur famille afin de briser le silence qui entoure bien souvent ces situations. On leur enseigne comment se protéger en cas de récurrence de violence conjugale, comment comprendre et exprimer leurs émotions, comment retrouver la capacité de jouer et d'avoir du plaisir, comment augmenter leur estime d'eux-mêmes. Une fois le programme achevé, une session est organisée avec la famille, l'enfant et les intervenants qui ont mené le groupe afin de rendre compte des activités et accomplissements faits par l'enfant, d'entendre les impressions et commentaires de l'enfant sur les sessions de groupes et de faire le point sur les besoins futurs en terme d'intervention pour l'enfant. En parallèle, des sessions de groupe pour enfants et des sessions de groupe pour les parents, auxquelles participent principalement les mères, sont proposées. Les sujets abordés traitent

des questions de parentalité, de l'impact de leurs expériences précoces sur leur style parental, des effets de la violence conjugale sur l'enfant, des phases de développement de l'enfant, des droits des parents et des enfants, des questions de discipline et de punition, de la construction de l'estime de soi chez l'enfant, de la communication avec l'enfant, des relations au sein de la fratrie ou encore des questions autour de l'évolution de la famille (Peled et Davis, 1995).

L'évaluation de ce programme s'est révélée positive sur plusieurs points ; à la fin du programme, les enfants considèrent la violence comme inacceptable. Ils peuvent définir et différencier différentes formes de violence, exprimer leurs émotions et se déculpabiliser (Lessard et al., 2003). Des acquisitions ont également été constatées en ce qui concerne les stratégies de résolution de conflit et l'amélioration de l'estime de soi. Par contre, il s'est révélé moins efficace pour traiter les comportements agressifs des enfants (ibid.).

4. EVALUATION DU DEGRE DE MISE EN DANGER DE L'ENFANT ET DES REPONSES PARENTALES SUR LA BASE D'UN RAPPORT DE POLICE

Pour chaque rapport de police reçu pour violence domestique en présence d'enfant, il s'agit de déterminer si une intervention de l'ORPM est nécessaire. Pour cela, il faut rendre compte de la mise en danger de l'enfant et des réponses parentales apportées pour y remédier. Lorsque les parents se montrent protecteurs et agissent de manière adéquate face à la mise en danger de l'enfant, il n'y a pas de raison pour le SPJ d'intervenir, conformément à la LProMin. D'une part, certains parents font le nécessaire pour protéger l'enfant, et d'autre part, certains enfants n'éprouvent pas de difficultés particulières malgré la présence d'une dynamique de violence conjugale. L'intervention du SPJ pouvant être vécue de manière traumatique, il importe d'agir avec prudence, afin de ne pas intervenir de manière intempestive, à titre d'alibi ou pour de mauvaises raisons (E. Mariaux, communication personnelle, 29 octobre 2010).

Dans certains cas, la mise en danger de l'enfant n'est pas avérée. Lorsque les déclarations de la victime et de l'auteur ne correspondent pas, il est difficile, voire même impossible, de savoir ce qui s'est réellement passé. De plus, il faut faire attention à la personne qui a interpellé la police, car si les voisins sont à l'origine de l'intervention par exemple, il peut s'agir d'un simple conflit de voisinage et ne pas concerner la protection de l'enfant. Le fait que

l'information relative à la mise en danger de l'enfant et les réponses parentales apportées soit souvent restreinte dans les rapports de police représente une autre source d'incertitude.

Une autre difficulté est due au délai entre le moment des faits et le moment où l'ORPM concerné s'empare du problème. Bien souvent, un mois s'écoule, les événements sont alors perçus comme relevant du passé par les familles lorsqu'elles reçoivent une lettre ou se font convoquer pour un entretien. De plus, si l'enfant était en danger imminent car pris au milieu de violence conjugale extrême, pouvant amener à l'homicide, comment être sûr que l'information soit transmise à temps et adéquatement au SPJ ? Il serait donc bienvenu de développer un partenariat et une collaboration étroite entre la police municipale, cantonale et le SPJ sur ces questions de violence domestique. Ceci pourrait être fait facilement à travers la Commission cantonale de lutte contre la violence domestique déjà existante puisque le SPJ et la police en font partie.

Sur la base des travaux d'Holden (2003), de l'Observatoire National de l'Enfance en Danger (ONED, 2008), Flores, Lampron et Maurice (2010), Humphreys (2006) et Morbois et Casalis (2001), une grille a été développée pour évaluer l'action à entreprendre par le SPJ selon le degré d'exposition de l'enfant aux violences conjugales et de dangerosité du couple parental, déterminée par la présence ou non de facteurs de risque et de protection associés à la dynamique de violence. Cette grille a été développée suite à l'analyse de l'ensemble des rapports de police reçus d'août 2010 à février 2011, ainsi qu'à la lecture et aux remarques de la direction de l'ORPM du Centre, des ASPM et autres intervenants rencontrés. Elle se trouve en annexe (Annexe B).

4.1 Degré d'exposition de l'enfant à la violence conjugale

Selon Holden (2003), l'exposition directe de l'enfant aux violences conjugales est la plus à même de déclencher un syndrome de stress post-traumatique pour l'enfant. Il définit le degré d'exposition le plus grave par l'exposition prénatale. D'une part, la CDE ne protège l'enfant qu'une fois sa venue au monde et d'autre part, la police n'enverra pas de rapport au SPJ pour des femmes enceintes n'ayant pas d'autres enfants. De ce fait, la grille d'évaluation ne tient pas compte de cette dimension.

4.2 Dangersité du couple parental

Selon Flores et al. (2010), les éléments de base à considérer pour évaluer la gravité des épisodes de violence sont les facteurs de risque et de protection associés à ceux-ci. Les facteurs de risque à évaluer du côté du couple sont la fréquence des actes d'agression, leurs chronicités, leurs conséquences, leurs sévérités notamment la présence d'abus sexuel, des attitudes de contrôle et de harcèlement, l'escalade de la violence avec menace psychologique, tentative de meurtre ou menace de mort, la présence d'armes au domicile, la présence des enfants et leur implication dans le conflit, un risque suicidaire, un isolement social, le refus de se faire aider, une consommation abusive d'alcool ou de drogues et enfin des problèmes de santé mentale (Flores et al., 2010; Humphreys, 2006; Morbois et Casalis, 2001). Le contexte socio-économique, l'environnement familial, notamment les périodes de grossesse et de séparation, la migration et la précarité sont également des facteurs de risque (ibid.).

Toujours selon les mêmes auteurs, les facteurs de protection à observer vont être principalement la manière dont la victime appréhende la situation, essaie de se protéger (elle et ses enfants) et les ressources dont elle dispose, à savoir son degré d'autonomie au niveau financier, son environnement social (situation administrative et politique, personnes-ressources à sa disposition) et personnel (emprise du conjoint).

L'avis de la victime sur les possibilités de récurrence et ses inquiétudes quant à sa sécurité et celle de ses enfants n'est que rarement disponible bien qu'il ait été démontré que la perception des victimes est « le meilleur prédicteur de violence future » (Flores et al., 2010, p. 14). Toutefois, les victimes ont tendance à minimiser le danger (Campbell, 2005, cité par Flores et al., 2010; Morbois et Casalis, 2001). La perception de la seule victime n'assure donc pas la sécurité de l'enfant.

L'approche la plus prometteuse pour l'évaluation du danger serait, selon Flores et al. (2010, p. 15) : « [L]a combinaison de l'approche actuarielle (basée sur les outils validés) et de l'approche clinique (basée sur le jugement professionnel) et la recherche d'informations auprès de plusieurs sources différentes, incluant la victime de violence conjugale ». Cette approche n'est pas du ressort du SPJ mais plutôt d'un centre comme le CMP pour autant que la femme s'y rende.

4.3 Limites d'un rapport de police

Les ORPM décident ou non d'une intervention sur la base des rapports de police reçus pour violence conjugale. Or, bien souvent, des éléments essentiels pour déterminer le degré d'exposition de l'enfant et les facteurs de risque et de protection de l'enfant et de sa famille, ne se retrouvent pas dans ces rapports, qui n'ont pas pour mission principale de renseigner le SPJ. La quantité d'information à disposition des ORPM pour décider d'une intervention dépend donc des questions posées par l'officier. De ce fait, il est indispensable de former les policiers pour qu'ils puissent s'enquérir plus précisément de la situation de l'enfant pendant l'épisode de violence pour lequel ils interviennent. Dans le canton de Neuchâtel, des questions sont systématiquement posées lorsqu'un enfant est présent, même si l'enfant se trouvait dans une autre pièce au moment des faits. Ces questions sont intégrées au schéma d'audition pour victimes de violences conjugales (Guéniat, 2010). Cela permet de recueillir des détails sur où se trouvait et ce que faisait l'enfant pendant la dispute, s'il a été pris à parti et comment il a réagi face à cet événement. Il serait bien que cette pratique se systématisse à tous les cantons. Par ailleurs, il serait utile de pouvoir avoir un lien direct entre les policiers qui sont intervenus et le SPJ en cas de doute sur un rapport. A Genève, les ASPM peuvent appeler l'agent de police qui a écrit le rapport pour avoir plus de détails (Favet, 2009), c'est également une bonne pratique qui mériterait d'être étendue à l'ensemble des cantons. C'est donc en amont qu'il faut chercher des solutions pour contrecarrer l'impasse dans laquelle le SPJ se trouve face à ces rapports de police.

5. STRATEGIE ET PROCEDURE D'INTERVENTION PROPOSEES

Il est important de pouvoir différencier dans quel cas les rapports de police reçus pour violence domestique concernent de la violence conjugale et dans quel cas ils relèvent de conflits de couple. Non pas que les conflits de couple, surtout sévères, n'aient pas d'impact sur l'enfant mais la stratégie d'intervention sera différente. Il est important de relever que dans le cas de violence conjugale, une crise peut émerger de l'intervention de tiers (Girard et al., 2004) et il serait dangereux pour la femme et les enfants de proposer une intervention inappropriée telle qu'une médiation familiale (Anglada et Chmetz, 2010). En effet, dans le cadre de la loi, les parents sont coresponsables de la violence psychologique infligée à l'enfant, alors qu'il n'en est pas de même au sein de leur couple, où une relation inégalitaire est en place. Ce qui met la victime dans une d'inégalité de fait par rapport à l'auteur (ibid.). Il

est souvent reproché à la femme de ne pas quitter son conjoint violent, au moins pour protéger ses enfants, mais dans bien des configurations, elle ne peut pas notamment pour des raisons psychologiques (emprise), économiques, politiques (permis de séjour), etc. De ce point de vue, il serait plus judicieux d'inviter, dans un premier temps, la victime seule à l'ORPM, pour venir s'expliquer sur les conditions de vie de l'enfant. De plus, dans ces situations très complexes, il serait préférable de travailler en étroite collaboration avec le CMP et ViFa¹² pour assurer la sécurité et la protection de tous et garantir une intervention éco-systémique intégrée.

L'intervention, comme déjà dit et recommandé notamment par le Conseil de l'Europe, doit être intégrée ; c'est-à-dire qu'elle doit être multidimensionnelle et concertée pour que l'ensemble des professionnels travaillent en réseau et que l'action porte sur toutes les personnes concernées par la violence conjugale, soit : la mère, le père, l'enfant ainsi que sur les relations qu'il entretient avec chacun de ses parents et son réseau social (Fortin, 2008b; Sadlier, 2010a).

Pour évaluer la nécessité d'une intervention pour l'enfant qui a été exposé à de la violence conjugale, il faut prendre en compte plusieurs axes selon Sadlier (2010a, p. 51) :

- le fonctionnement psychologique de l'enfant ;
- la présence de signes de souffrance psychique ;
- la situation de vie de l'enfant (avec et/ou sans l'auteur, la victime, en hébergement d'urgence, etc.) ;
- les capacités parentales de la victime et de l'auteur ;
- le type d'événements auquel l'enfant a été exposé.

Il faut également vérifier s'il a été lui-même victime de mauvais traitements sachant que la présence de violence conjugale double le risque de violence parentale (Sadlier, 2010a).

Enfin, si une intervention s'impose, la première nécessité est de stabiliser le cadre de vie de l'enfant, afin que celui-ci soit sécurisant et non violent (ibid.).

¹² Structure spécialisée dans l'intervention auprès des personnes auteures de violence dans le couple et la famille

5.1 Sensibilisation des parents à l'impact de la violence conjugale

Les parents sont bien souvent dans des mécanismes de défense psychique tels que le déni et la minimisation autant pour l'effectivité de la violence au sein de leur couple que pour l'impact que cela a sur l'enfant. Les parents minimisent souvent l'exposition de leurs enfants aux violences conjugales en disant qu'ils dormaient par exemple, alors que lorsque la question est posée aux enfants, ils peuvent bien souvent décrire en détail certaines scènes auxquelles ils n'ont pas assistés selon leurs parents (Jaffe et al., 1990). Un des rôles majeurs pour les ASPM est de désigner les actes et le déni qui les entoure (déni des faits, de la conscience, des responsabilités et de l'impact), pré-requis, à toute prise de conscience de la réalité du dysfonctionnement au sein du couple et ainsi à une possible amélioration des interactions conjugale et parentale (Delage, 2008). Le déni de l'impact sur l'enfant servirait à faire sauter les autres niveaux de déni et permettrait ainsi la prise de conscience du traumatisme causé à l'enfant (E. Mariaux, Communication personnelle, 26 août 2010). Ce qui est, pour beaucoup de femmes victimes de violence conjugale, un moteur pour quitter leur conjoint violent, surtout lorsqu'elles se rendent compte que les enfants vont mieux après la séparation (Kowal et Simoens, 2010; Sadlier, 2010a).

5.1.1 Mesures administratives

Une fois que l'étape du tri est passée et qu'un dossier est considéré comme inquiétant, l'ORPM responsable doit intervenir. Plusieurs possibilités vont se présenter en fonction de la gravité de la situation. Actuellement, les critères déterminant pour apprécier la situation sont le degré de gravité et la répétition des faits. D'autres critères comme l'âge de l'enfant, par exemple, ont été proposés dans la grille de lecture et d'analyse des rapports de police pour violence conjugale (voir Annexe B).

Une nouvelle version de la lettre type pour violence conjugale a été travaillée en collaboration avec l'ORPM du Centre dans le but de la rendre plus informative, moins agressive et contraignante, elle est proposée en annexe (Annexe D). Mais cette lettre ne s'est pas révélée idéale lorsque c'est la victime qui appelle la police et/ou que celle-ci dépose une plainte contre l'auteur des violences. En effet, dans ce cas de figure, la victime fait le nécessaire pour se protéger, elle et ses enfants, une lettre de soutien serait donc plus appropriée afin qu'elle se sente confortée dans son choix et sache où s'adresser en cas de problèmes. Une deuxième lettre a donc été développée dans ce sens et se trouve également en annexe (Annexe E).

5.1.2 Bilan psychologique de l'enfant

Pour avoir une bonne idée des souffrances potentielles de l'enfant suite à l'exposition à des scènes de violence conjugale, il faut se baser sur l'enfant et non uniquement sur les dires de la mère, comme c'est encore souvent le cas dans la plupart des études (Savard et Zaouche Gaudron, 2010). La mère, ainsi que le père, n'ont pas toujours une bonne appréciation de la souffrance de leur enfant et ceci pour deux raisons principales : l'enfant peut le leur cacher pour ne pas les faire souffrir ou les parents peuvent être pris dans des « mécanismes de déni ou de souffrance post-traumatique qui leur seraient propres » (Sadlier, 2010a, p.36).

Une première étape pourrait être de mesurer le degré d'exposition de l'enfant à la violence conjugale par le questionnaire auto-référencé *Child Exposure to Domestic Violence* (CEDV) développé par Edleson, Shin et Johnson Armendariz en 2007¹³ (publié en 2008). Ce questionnaire pourrait être rempli dans les ORPM par les enfants, si les ASPM suivaient une formation sur ce questionnaire. Cela permettrait de montrer aux parents le résultat du test et ainsi leur faire prendre conscience dans quelle mesure leur enfant a été exposé aux violences conjugales.

Dans un deuxième temps, si les parents refusent toujours de voir l'effet de leurs problèmes sur leur enfant, un bilan médical de ce dernier avec un expert dans la problématique des enfants exposés aux violences conjugales pourrait servir de révélateur. Les parents se trouveraient ainsi confronté à des preuves difficilement réfutables d'un professionnel en la matière. Pour le canton de Vaud, ce type de bilan pourrait être demandé à une structure comme le centre de consultation des Boréales, spécialisé en violence intrafamiliale.

5.2 Prise en charge des enfants exposés à la violence conjugale et restauration des capacités parentales

Les enfants exposés aux violences conjugales doivent pouvoir être reconnu en tant que victime, afin de pouvoir bénéficier d'une prise en charge spécialisée. Le Conseil fédéral recommande dans son rapport sur la violence dans les relations de couple de mettre en place des « services spécialisés dans le soutien des enfants » (2009, p.3632). La question des enfants affectés par la violence domestique fait également partie des axes thématiques

¹³ Le CEDV peut être téléchargé sur le site internet suivant : <http://www.mincava.umn.edu/cedv/index.html>

prioritaires du « programme national pour la protection de l'enfance », pour lesquels des offres de soutien devraient être offertes (FSPE, 2009).

Bien que dans le canton de Vaud, le CMP offre un soutien aux enfants des femmes s'y réfugiant, il n'existe aucune structure pour les enfants des femmes qui n'y réside pas. Il semble donc nécessaire d'étendre ces prestations à l'ensemble des enfants touchés par la problématique comme stipulé dans la Résolution 1714 sur les Enfants témoins de violence domestique du Conseil de l'Europe (2010). Il serait peut-être même mieux de créer une structure de prise en charge des enfants exposés aux violences conjugales en dehors du CMP, mêmes si ce sont les mêmes intervenants qui y travaillent. Le fait que cela ne soit pas directement associé au CMP permettrait aux parents qui ne sont pas prêts à faire la démarche pour eux-mêmes, de le faire pour leur enfant et dans un cadre neutre, où l'intervention pourrait être centrée sur l'enfant.

5.2.1 Prise en charge socio-thérapeutique

Il faut que les enfants puissent parler et être soutenu dans leur ressenti par rapport à la violence dont ils ont été témoins pour détruire les schémas de communication violents appris sur le modèle de leurs parents et ainsi éviter leur transmission intergénérationnelle (Halfon et al., 2002; Sadlier, 2010b). A cette fin, plusieurs types de prise en charge sont possibles.

- Ateliers de groupe

« [L]e groupe a été un lieu privilégié de confiance et d'expression et il a modifié la façon des enfants de se positionner face à la violence » (Beaudoin et Turcotte, 2000, p.27). Layzer et al. (1986), cité par Peled et Davis (1995, p. 11) ont mené une étude sur les services offerts aux enfants exposés à la violence conjugale. Les méthodes qu'ils recommandent sont les thérapies de groupe et les thérapies par le jeu. Le groupe joue le rôle de tiers, notamment dans les problèmes de conflit de loyauté exprimé entre le père et la mère (Coutrot et Jacquey, 2001). De plus, en cas de violence conjugale, le système familial est très fermé et secret. Le travail de groupe va permettre aux enfants de rompre avec ce système d'isolement et de loyauté par rapport au fonctionnement familial (Coutrot et Jacquey, 2001; Sudermann et Jaffe, 1999). « En trouvant l'autre – l'adulte qui est là dans le groupe et les autres enfants ayant vécu les mêmes drames –, ils vont trouver l'appui leur permettant de dépasser le traumatisme et de développer de nouvelles ressources pour avancer » (Coutrot et Jacquey, 2001, p. 72).

Ce programme pourrait prendre exemple sur les programmes « P'tits Yeux, P'tites Oreilles » et « Domestic Abuse Project » pour proposer des ateliers permettant à l'enfant d'exprimer sa souffrance par le jeu, la créativité ou la parole, de travailler sur ses compétences sociales, de gestion de conflits et de résolution de problèmes et d'améliorer son estime de lui-même (Fortin, 2008b). Il est important de valider les émotions de l'enfant, de les laisser s'exprimer et de lui apprendre à les reconnaître et les nommer (ibid.).

Selon Cirillo et di Blasio (1989/1992, p.118) « dans les cas de maltraitance aiguë, les réponses de l'enfant, indépendamment de son âge, ne sont pas encore structurées sous forme stable », elles vont varier en fonction du « jeu familial ». Ainsi, des épisodes sporadiques de violence conjugale auxquels l'enfant aurait été confronté ne suffisent pas à eux seuls pour qu'il développe des comportements symptomatiques. Par contre, si la maltraitance perdure dans le temps et que les rôles problématiques dans lesquels l'enfant s'est placé pour faire face à la situation de violence conjugale se cristallisent et qu'il se développe avec ces schémas, une intervention socio-éducative pourra l'aider. A condition que les relations familiales n'aient pas évolué sous la forme du quatrième stade décrit par Cirillo et di Blasio, où les réponses de l'enfant sont instrumentalisées et l'enfant acquiert, à son tour, « la position d'instigateur actif de la maltraitance » (1989/1992, p.114). Si c'est le cas, « la thérapie familiale, à elle seule, est souvent insuffisante. Pour modifier les réponses émotionnelles et comportementales de l'enfant, il est nécessaire d'intervenir simultanément dans d'autres espaces de sa vie (école, groupe de pairs, relations avec l'entourage, etc.) et lui offrir en parallèle un soutien psychothérapeutique individuel » (ibid., p.118). Ceci est également reconnu par d'autres auteurs tels que Jaffe et al. (1999), Peled et Davis (1995) et Sudermann et Jaffe (1990).

- Thérapie individuelle

Il a été démontré que les ateliers de groupes sont efficaces pour les enfants qui sont moyennement touchés sur le plan du comportement. Par contre, si les problèmes paraissent plus sévères et émotionnels, il faudra faire une appréciation et le cas échéant prévoir une intervention thérapeutique individuelle (Hugues et Luke, 1998). A ce titre, le centre de consultation les Boréales du CHUV, à Lausanne, semble particulièrement adapté puisqu'il intervient dans les cas de maltraitance familiale autant pour les enfants que les adultes, à titre individuel ou familial.

D'une part, le thérapeute va redonner à l'enfant la « certitude qu'il vaut la peine d'exister » par son écoute, son intérêt et sa disponibilité (Civioli et Ducruezet, 2001, p.76). Certitude que l'enfant n'a pas pu construire à cause des carences éducatives de ses parents. D'autre part, il va aider l'enfant à conscientiser et accepter la réalité familiale dans laquelle il a vécu, afin d'éviter qu'il ne la reproduise inconsciemment dans sa vie future (ibid.). L'enfant ainsi écouté et accompagné dans son récit pourra transformer ses souvenirs diffus en récits avec des repères qui vont lui permettre de comprendre, se décharger et se déculpabiliser. « [I]l faut pacifier leur enfance détériorée » nous dit Civioli et Ducruezet (2001, p. 76). Schechter (2010, p.6) recommande une prise en charge thérapeutique précoce afin d'apporter à l'enfant « la base sécuritaire qu'il n'a pas pu avoir auprès de sa famille, un modèle vivant de mentalisation, la confrontation avec les affects évités, une incarnation de l'ange plutôt que du diable, le regard bienveillant d'un observateur sensible, disponible et constant ».

Les enfants qui n'ont pas pu se sentir en sécurité chez eux peuvent se sentir constamment menacé et développer des comportements d'hypervigilance. Il faudra soutenir l'enfant pour qu'il puisse exprimer ses craintes et repérer les mécanismes sous-jacents à ses comportements. Une attention particulière devra être portée à la gestion des contacts avec le père s'il en est la cause (Fortin, 2008b). En parallèle, un soutien à l'enfant dans son ambivalence de sentiment par rapport à ses parents est très important, car ses émotions contradictoires sont sources d'anxiété et de culpabilité (ibid.).

Il faut également être attentif au fait que pour un enfant, être témoin de violence conjugale peut générer des troubles post-traumatiques, caractérisés par l'apparition de « trois grandes catégories de symptômes : syndrome de répétition; évitement et inhibition; et hyperactivité neurovégétative » (Sadler, 2010a, p.36). Il est à noter que le syndrome de stress post-traumatique s'exprime différemment que pour les adultes chez les enfants d'âge préscolaire (Sadler, 2010a), il est donc important que les cliniciens en tiennent compte lorsqu'ils examinent ces enfants.

En cas de séparation des parents, l'enfant aura besoin d'être soutenu dans son deuil de sa famille d'origine et rassuré quant à la continuité des liens avec ses deux parents (Fortin, 2008b). Une attention particulière devra être donnée pour que l'enfant puisse continuer à voir son père sans éprouver de conflits de loyauté. Si l'enfant ne peut pas continuer à voir son père, il faudra faciliter la conservation de la place symbolique du père pour que l'identité de

l'enfant puisse se développer correctement (ibid.). La séparation des parents rimant souvent avec appauvrissement et nouvelles alliances, l'enfant aura donc besoin d'être rassuré quant à « la capacité de la mère à combler ses besoins physiques et financiers, de même que sur l'importance de la place qu'il occupe dans sa famille » (Fortin, 2008b, p. 57).

- Travail sur la relation parent-enfant et sur la parentalité

Selon Fortin (2008b), il faut soutenir la mère à la fois sur le plan personnel afin qu'elle puisse à nouveau être physiquement et émotionnellement disponible pour son enfant, et sur le plan de ses responsabilités parentales, notamment dans son lien d'attachement à l'enfant, dans ses compétences éducatives et dans le rétablissement des frontières intergénérationnelles. Ce travail se fait déjà, pour une bonne partie dans les foyers pour femmes victimes de violence conjugale, mais il serait bien de l'élargir aux consultations ambulatoires et aux femmes qui n'ont aucune prise en charge pour elles-mêmes. Cela peut donc être proposé sous l'angle de la prise en charge de l'enfant. L'amélioration du lien entre l'enfant et le parent victime participe à la protection de l'enfant et peut être un moteur pour la mère de quitter son conjoint pour ne plus l'exposer aux violences (Sadler, 2010a). De plus, cela peut modifier le style d'attachement de l'enfant pour autant que la mère et l'enfant ne soient plus exposés aux violences conjugales (ibid.).

Le travail sur les capacités maternelles peut être appréhendé, comme cela se fait à Solidarité-Femmes, sous forme de guidance parentale. Cette aide éducative a pour but de soutenir la mère dans son interaction avec son enfant, afin d'améliorer la communication parent-enfant, faire baisser les comportements problématiques de l'enfant et redonner confiance à la mère, qui, bien souvent, se sent démunie et peu confiante face à ses qualités maternelles suite à la violence conjugale. Il s'agit avant tout de partir du positif pour l'augmenter et le faire fructifier (A. Lanfranchi, communication personnelle, 29 novembre 2010). Il a également été démontré que toute agression verbale de la part de la mère, même en l'absence d'agression physique, a un impact négatif et provoque des problèmes d'adaptation chez son enfant car il peut être vécu comme un stimulus déclenchant le stress post-traumatique dans l'avènement de l'épisode de violence conjugale (Moore et Pepler, 1998). Il faudra donc travailler sur ces questions avec la mère et l'enfant.

Il faut vérifier ce que l'enfant a vu des violences perpétrées et l'interprétation qu'il s'en fait, pour qu'il développe de meilleures capacités d'analyse des causes de la violence et qu'il ne

s'en blâme pas (Fortin, 2008b). Ce travail peut se faire avec la mère pour qu'elle puisse valider le ressenti de l'enfant et le déculpabiliser (ibid.). Un autre aspect à traiter dans la dyade mère-enfant est la position qu'il adopte pendant les épisodes de violence en cas de confrontation entre ses parents, afin que la mère déresponsabilise l'enfant (ibid.).

En ce qui concerne le père, Kédia et Sabourand-Séguin (2010, p.88) considèrent qu'un conjoint humiliant, frappant ou violent sa femme devant les enfants ne peut pas être un bon parent. Pour Sadlier (2010b), le travail avec le père lorsqu'il est auteur de violence sur la mère devrait être le même que dans le cas de maltraitance d'un parent envers son enfant. Ainsi, comme préambule à tout travail, il faut que la maltraitance infligée à l'enfant soit reconnue pour qu'un lien puisse à nouveau se construire, sans quoi la relation est tronquée. Il est important que le centre pour auteur de violence sensibilise ces derniers aux souffrances induites par leur comportement sur l'enfant, mais ce n'est pas suffisant puisque peu d'entre eux entament une prise en charge en groupe ou individuelle. Il faut donc être extrêmement prudent quant aux directives et autorisations des droits de visite pour l'enfant, qui risque d'être instrumentalisé par le père pour atteindre la mère, et pour la mère, qui risque d'être à nouveau victimisée. Le mieux serait d'instaurer un droit de visite médiatisé tant que l'auteur n'a pas achevé d'action thérapeutique et que le thérapeute n'a pas donné son aval.

Un travail sur la parentalité tel que proposé par « P'tits Yeux, P'tites Oreilles » et « Domestic Abuse Project » est également nécessaire mais ne peut se faire que si les parents sont volontaires et motivés. Plus l'enfant aura des problèmes de comportements, plus les parents chercheront des solutions et seront ouverts à ce genre de propositions, surtout les mères, qui se sentent démunies et apeurées face à ces troubles externalisés (Z. Barbro, communication personnelle, 17 février 2011; A. Lanfranchi, communication personnelle, 29 novembre 2010).

5.2.2 Mesure d'éloignement du domicile familial

Toute rupture entre l'enfant et l'un ou l'autre de ses parents est préjudiciable. Dès lors, le placement doit demeurer une solution de dernier recours lorsque l'enfant est doublement victimisé et que la mère n'est pas en mesure de répondre à ses besoins et de le protéger ou que le père ne reconnaît ni n'arrête les violences. Par contre, dans le cas d'enfant en bas âge, Berger (2010) recommande un éloignement familial précoce lors de la présence d'un stress important, continu et répété afin que la dimension neurobiologique de l'enfant ne soit pas touchée de manière irréversible.

5.3 Collaboration du SPJ avec les autres professionnels impliqués

La violence conjugale implique différents acteurs ; l'auteur, la victime, l'enfant et les professionnels autour de la situation. Il est donc primordial qu'une entente réciproque et un modèle d'intervention intégré et concerté s'établisse entre toutes les personnes impliquées pour favoriser les chances d'une évolution positive de la situation (Anglada et Chmetz, 2010). Ceci est d'ailleurs mis en évidence par le Conseil de l'Europe dans sa Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. La coordination et la collaboration entre les intervenants en matière de protection de l'enfance sont prévues dans le canton de Vaud par la LProMin, notamment aux art. 7 et 11. Une Commission de coordination est d'ailleurs prévue à l'art. 9 de la LProMin et dans son règlement d'application (RLProMin) aux art. 7 et 8. De plus, la Commission cantonale de lutte contre la violence domestique réunit tous les acteurs concernés par la problématique et peut faciliter la mise œuvre d'une politique d'intervention intégrée pour les enfants mais aussi leur famille et environnement social.

5.3.1 La police municipale et cantonale

Tout d'abord, il serait intéressant d'approfondir le travail effectué par la police et d'établir, comme sur Neuchâtel, une liste de questions à poser concernant l'enfant pour avoir ainsi un procès-verbal plus détaillé au niveau des réactions et de l'exposition de l'enfant. Cela permettrait d'avoir des rapports de police plus complets permettant une meilleure évaluation de la situation par les ORPM.

En parallèle, pour éviter l'abondance des dossiers indéterminés arrivant en SPJ et le délai entre l'intervention de la police et de l'ORPM responsable, un travail de dépistage en amont serait nécessaire du côté de la police. En tant que premier intervenant, celle-ci est la mieux placée pour récolter les informations permettant d'évaluer le degré d'exposition à l'épisode de violence et ses conséquences sur l'enfant (Smith, Nickles, Mulmat et Davies, 2000). Ainsi, si un gros travail de sensibilisation et de formation était mis en place auprès des policiers, notamment concernant l'impact de la violence conjugale sur l'enfant, le nombre de rapports de police envoyé au SPJ pourrait être réduit aux seuls dossiers nécessitant une intervention de leur part (ce qui reviendrait à un signalement de la police). Cela permettrait également aux ORPM d'agir plus rapidement et en collaboration avec les policiers intervenus dans les situations respectives.

Enfin, il serait également nécessaire de recourir à des outils d'évaluation du risque de récidive, lors d'une intervention de police ou d'un dépôt de plainte. Dans le canton de Neuchâtel, une évaluation de la dangerosité de l'auteur des violences a été mise en place ainsi que deux autres outils: un engagement de l'auteur envers la police de ne pas recommencer et un contrat d'accompagnement d'une connaissance de l'auteur qui fait office de « garde-fou » (Guéniat, 2010). Bien que cela soit des engagements symboliques, ils semblent être efficaces puisque le nombre de récidives a diminué depuis leurs entrées en vigueur. En faisant diminuer les récidives, ces outils permettent de diminuer l'exposition des enfants à ces violences. Il semble donc pertinent de s'intéresser de plus près à ce qui a été mis en place à Neuchâtel en matière de lutte contre la violence conjugale.

Un autre outil paraît particulièrement intéressant en termes de résultats et tout à fait adapté aux policiers; il s'agit du *Ontario Domestic Assault Risk Assessment (ODARA)* développé par Hilton et al. en 2004 (cité par Flores et al., 2010). Il comprend treize questions auxquelles la victime doit répondre par *oui* ou par *non*, le tout complété par les informations dont dispose la police sur l'auteur. En fonction des résultats, un score est calculé. Plus le score est élevé, plus le risque de récidive est élevé. Ainsi les policiers pourraient envoyer au SPJ uniquement les rapports de police où il y a présence d'enfant(s) et un score élevé à l'ODARA et ceci par fax directement après l'intervention pour s'assurer d'une transmission rapide de l'information. Le coût en terme de formation paraît relativement faible puisqu'il s'agit d'une journée de cours. En plus de cela, dans le cadre d'une famille migrante, un traducteur peut s'avérer nécessaire, mais c'est certainement déjà le cas ou ça devrait l'être.

Cette professionnalisation de l'intervention policière en matière de violence conjugale semble prometteuse, car elle permettrait de détecter les auteurs susceptibles de recommencer et ainsi mettre la victime et ses enfants à l'abri dans un centre d'hébergement (par exemple le CMP) ou chez des personnes-ressources (amis ou famille) ou en mettant l'homme en garde à vue en attendant de trouver une solution. Cela permettrait donc de réduire l'exposition des enfants aux violences conjugales tout en permettant aux ORPM d'agir directement et rapidement dans les familles où cela s'avère nécessaire. A long terme, cela réduirait le travail de la police par la diminution du nombre de récidives et donc d'homicides et cela éviterait de constituer une nouvelle génération de délinquants par la reviviscence d'un vécu traumatique.

5.3.2 Les services pour les victimes et les auteurs de violence conjugale

Le CMP et ViFa sont souvent amenées à travailler avec le SPJ mais les points de vue divergent en fonction des sensibilités et des lectures faites des dynamiques relationnelles

familiales en présence et cela rend quelquefois la collaboration difficile (Anglada et Chmetz, 2010). Le SPJ est centré sur la protection de l'enfant et la responsabilité partagée de celle-ci entre ses deux parents. Seule la fonction parentale intéresse le SPJ. Or, pour le CMP et ViFa, la relation conjugale est observée en parallèle de la fonction parentale, celle-ci ne pouvant être isolée en cas de violence conjugale. Ainsi « le CMP et ViFa se soucient pour leur part de ne pas confronter les victimes à des situations de pseudo-égalité quant à l'exercice de la fonction parentale en contexte de violence conjugale » (Anglada et Chmetz, 2010, p.61). Il est clair que « l'auteur et la victime sont coresponsables du maintien de la relation dans laquelle les comportements de violence deviennent redondants et structurent cette relation » et que « chaque partenaire du couple est considéré comme portant une responsabilité par rapport à sa propre protection et à celle de ses enfants » (ibid.). Dans la réalité de la violence conjugale, la victime porte les séquelles de la violence exercée à son encontre, ce qui la place dans une position inégale par rapport à l'auteur des violences (Anglada et Chmetz, 2010). De plus, les compétences parentales de la mère-victime peuvent être atteintes et nécessiter un travail, accompagné ou non du SPJ (ibid.). La collaboration interinstitutionnelle est donc primordiale. Il s'agit de voir ces trois institutions comme des partenaires agissant au profit d'une même finalité : l'arrêt d'une situation de violence, et non comme des concurrents au profit de leurs clients respectifs (ibid.). Pour ce faire, un effort de décentration est nécessaire pour saisir les focus spécifiques aux différents professionnels en présence (ibid.). Il faut également prendre en compte le risque que représente la focalisation sur les intérêts de l'enfant au détriment des autres membres de la famille, pour l'enfant lui-même puisqu'il a besoin d'eux pour son bon développement. De plus, les intervenants des foyers pour femmes victimes de violence conjugale sont bien souvent dans la confiance de ce qui se passe lors d'un retour de la femme à son domicile (Z. Barbro, communication personnelle, 17 février 2011). Il serait donc nécessaire que ces informations puissent être transmises et prises en compte par les ASPM. Pour une action intégrée et concertée dans l'intérêt supérieur de l'enfant, une meilleure collaboration du SPJ avec les structures accueillant les femmes victimes de violence conjugale et les institutions travaillant avec les auteurs de violence est nécessaire.

6. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

L'impact de la violence conjugale sur l'enfant peut induire des troubles du développement internalisés et externalisés. Qui plus est, la parentification, les conflits de loyauté et la

culpabilité que l'exposition à la violence conjugale engendre chez l'enfant peuvent avoir des conséquences anxio-dépressives en fonction des facteurs de risque et de protection à sa disposition.

La violence conjugale a des résultats multifactoriels qui nécessitent une approche intégrée pour traiter la problématique complexe des enfants exposés à celle-ci. En effet, il a été démontré que si la mère était soutenue dans la résolution de ses problèmes psycho-sociaux, en plus du travail sur ses capacités parentales, les résultats sont plus importants sur la diminution des problèmes de comportement chez l'enfant (Jouriles et al., 1998). Ainsi, diminuer le stress chez la mère a un effet direct sur le comportement de l'enfant. On voit donc bien que l'action sur l'enfant, bien qu'elle soit au centre de notre préoccupation, ne peut à elle seule remporter des résultats probants. Il est impératif d'agir à différents niveaux : celui de l'enfant bien sûr, mais aussi celui des parents, père et mère, des relations entre l'enfant et ses parents, de leur environnement socio-psycho-politico-économique ainsi qu'au niveau des intervenants gravitant autour d'eux. La situation doit donc être appréhendée dans toute sa complexité afin de proposer une prise en charge éco-systémique qui aura plus de chance de faire émerger des résultats positifs.

Les deux objectifs désirés par l'ORPM du Centre ont été atteints, soit : la création d'un outil permettant la systématisation du traitement des rapports de police et des pistes de réflexion pour le développement de stratégies d'intervention et de prise en charge graduées. Pour finaliser cette démarche, voici les propositions qui paraissent pertinentes :

- Pour permettre une meilleure prise en charge des enfants exposés à la violence conjugale, il faut que cette exposition soit reconnue juridiquement comme une maltraitance psychologique envers l'enfant et par conséquent une mise en danger de l'enfant. Et ceci au niveau fédéral et cantonal, comme c'est le cas au Québec par exemple (Lacharité et Xavier, 2009). Ainsi, les services de protection des mineurs de tous les cantons auraient une base légale pour intervenir dans ces situations de violence conjugale et une collaboration plus étroite pourrait se faire entre la police et le SPJ (Smith, Nickles, Mulmat, et Davies, 2000).
- Pour que la problématique de la violence conjugale soit comprise sous l'angle de l'enfant et dans toute sa complexité par l'ensemble des intervenants concernés et que les enfants qui ont besoin d'une intervention puissent être mieux dépistés et orientés

vers une prise en charge appropriée, il faut entreprendre une action de sensibilisation et de formation généralisée sur l'impact de l'exposition à la violence conjugale par tranche d'âge de développement (Lessard et al., 2003 ; Jaffé et al., 1990).

- Pour qu'une action intégrée et concertée s'opère autour de la prise en charge des enfants exposés à la violence conjugale, il faut améliorer la coordination et la collaboration entre le SPJ et les professionnels concernés par la question de la violence conjugale. Ceci peut être fait au niveau de la Commission de coordination prévue par la Loi sur la protection des mineurs (LProMin) ainsi qu'à travers la Commission cantonale de lutte contre la violence domestique du canton de Vaud.
- Pour garantir une action rapide et adaptée aux besoins spécifiques des enfants directement après un épisode de violence, il faut que la police puisse faire appel à un service d'urgence pour les enfants exposés à la violence, composée de professionnels confirmés dans la détection et la prise en charge du stress post-traumatique des enfants, différente de celle des adultes (Sadler, 2010a; Smith et al., 2000). L'idéal serait d'avoir un modèle d'intervention de crise pour les enfants exposés aux violences, comme celui développé par Arnell et Ekblom en 1996, sous l'égide de Save the Children et aujourd'hui largement utilisé en Suède (Eriksson, 2010).
- Pour assurer une prise en charge de tous les enfants exposés à la violence conjugale qui en ont besoin, il faut créer des programmes thérapeutiques et psycho-éducatifs spécifiques pour les encadrer.
- Pour respecter la place de l'enfant en tant que sujet de droit dans sa famille et dans la société en général, il faut l'inclure dans toutes les phases de la problématique, que ça soit dans la phase d'appréciation en lui proposant de venir se confier au SPJ, s'il en a envie, ou dans la phase d'intervention en l'invitant à co-construire sa prise en charge socio-éducative.

Ce n'est que par une meilleure collaboration entre les différents acteurs concernés par la problématique de la violence conjugale que nous parviendrons à prendre en charge rapidement et efficacement les enfants impactés et éviter que ces situations s'aggravent et entraînent une augmentation de la violence et/ou des récidives.

Références

- Anglada, C. et Chmetz, I. (2010, novembre). Couple et parent: regards croisés entre protection de la jeunesse et interventions spécialisées en matière de violence conjugale. Dans *Actes du colloque européen et international, 22 et 23 novembre 2010. Des violences conjugales aux violences intrafamiliales, une affaire à trois: victimes, auteurs, enfants témoins*. Colloque organisé par l'association Regain et le Conseil de l'Europe à Strasbourg, France. Récupéré du site de l'association Regain: <http://www.regain-association.org/files/doc/Acte.pdf>
- Appel, A. E. et Holden, G. W. (1998). The Co-Occurrence of Spouse and Physical Child Abuse: A Review and Appraisal. *Journal of Family Psychology*, 12 (4), 578-599.
- Berger, M., Castellani, C., Ninoreille, K., Basset, T., Frere-Meusnier, D. et Rigaud, C. (2010). Stress dus aux traumatismes relationnels précoces : conséquences cérébrales de la perturbation de la sécrétion du cortisol sanguin chez les nourrissons. *Neuropsychiatrie de l'enfance et de l'adolescence*, 58, 282-292. doi: 10.1016/j.neurenf.2009.09.003
- Beaudoin, G. et Turcotte, D. (avec Bourassa, C.). (2000, mars). *Evaluation du programme Ensemble – on découvre* (Collection études et analyses, N° 12). Québec, Canada: Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes. Récupéré du site de l'organisme: http://www.criviff.qc.ca/upload/publications/pub_8.pdf
- Chamberland, C., Léveillé, S. et Trocmé, N. (dir.). (2007). *Enfants à protéger, parents à aider: des univers à rapprocher*. Québec, Canada: Presses de l'université du Québec.
- Cirillo, S. et di Blasio, P. (1992). *La famille maltraitante*. Paris, France : ESF. (Ouvrage original publié en 1989 sous le titre *La famiglia maltrattante. Diagnosi e terapia*. Milan, Italie: Raffaello Cortina Editore).
- Civiol, F. et Ducruezet, C. (2001). Enfants témoins, enfants victimes. Dans A. Bretonnière-Fraysse, F. Civiol, A.-M. Coutrot, M. Desurmont, C. Ducruezet, M.-J. Jacquey, ...M.-P. Poilpot, *De la violence conjugale à la violence parentale : femmes en détresse, enfants en souffrance*. Ramonville Saint-Agne : Erès.

Code civil suisse (CCS), adopté le 10 décembre 1907 par le Conseil fédéral suisse, RS 210. Récupéré du site officiel de la Confédération suisse: <http://www.admin.ch/ch/f/rs/c210.html>

Code pénal suisse. Poursuite des infractions entre conjoints ou partenaires, Modification du 3 octobre 2003. Récupéré du site officiel de la Confédération suisse: <http://www.admin.ch/ch/f/as/2004/1403.pdf>

Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, adoptée le 7 avril 2011 par le Conseil de l'Europe, CM(2011)49 final. Récupéré sur le site du Conseil de l'Europe: <https://wcd.coe.int/>

Convention relative aux Droits de l'Enfant, adoptée le 20 novembre 1989 par l'Assemblée Générale des Nations Unies, Resolution 44/25, UN doc. A/44/25.

Côté, I., Dallaire, L.-F. et Vézina, J.-F. (2005). *Tempête dans la famille : les enfants et la violence conjugale*. Montréal, Canada: Hôpital Sainte-Justine.

Coutro, A.-M. et Jacquey, M.-J. (2001). Les femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants. Dans A. Bretonnière-Fraysse, F. Civiol, A.-M. Coutrot, M. Desurmont, C. Ducruzet, M.-J. Jacquey, ...M.-P. Poilpot, *De la violence conjugale à la violence parentale : femmes en détresse, enfants en souffrance*. Ramonville Saint-Agne : Erès.

Darbellay, F. (2009). *Processus de recherche interdisciplinaire: complexité, exploration, exemplification* [Présentation PowerPoint]. Cours donné le 19.10.2009 dans le cadre de l'enseignement Méthodologie et initiation à la recherche inter- et transdisciplinaire du Master interdisciplinaire en droits de l'enfant (MIDE).

Delage, M. (2008, mai). Les violences conjugales. A propos d'un dispositif de prise en charge. *Le Journal des psychologues*, 257, 66-69.

- Edleson, J. L., Shin, N. et Johnson Armendariz, K. K. (2008). Measuring children's exposure to domestic violence: The development and testing of the Child Exposure to Domestic Violence (CEDV) Scale. *Children and Youth Services Review*, 30, 502-521. doi: 10.1016/j.childyouth.2007.11.006
- Edleson, J.L. (2006, October). *Emerging Responses to Children Exposed to Domestic Violence*. Harrisburg, PA: VAWnet, a project of the National Resource Center on Domestic Violence/Pennsylvania Coalition Against Domestic Violence. Récupéré sur: <http://www.vawnet.org>
- Eriksson, M. (2010). Justice or Welfare? Nordic Women's Shelters and Children's Rights Organizations on Children Exposed to Violence. *Journal of Scandinavian Studies in Criminology and Crime Prevention*, 11(1), 66-85. doi: 10.1080/14043851003703903
- Favet, G. (2009). *L'enfant exposé à des violences conjugales: l'évaluation du danger sur la base d'un rapport de police* (travail de diplôme non publié). Institut Universitaire Kurt Bösch, Sion, Suisse.
- Flores, J., Lampron, C. et Maurice, P. (2010). *Répertoire d'outils soutenant l'identification précoce de la violence conjugale*. Récupéré du site de l'Institut national de santé public du Québec: http://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1068_OutilsIdentificationViolenceConjugale.pdf
- Fondation Suisse pour la Protection de l'Enfant (FSPE). (2009). *Proposition en vue d'un Programme national pour la protection de l'enfant PNE 2010-2020, Management Summary* (rapport final - partie 1). Récupéré du site de l'association PPP - Programme National pour la Protection de l'enfant: http://www.ppp-protection-enfance.ch/docs/bericht_1_fr.pdf
- Fortin, A. (2008a). L'enfant au cœur des violences conjugales. *L'Observatoire*, 59, 21-24.
- Fortin, A. (2008b). Aider les enfants exposés à la violence conjugale : une action diversifiée. *L'Observatoire*, 59, 53-57.

- Fortin, A., Trabelsi, M. et Dupuis, F. (2002). *Les enfants témoins de violence conjugale: analyse des facteurs de protection* (Synthèse). Montréal, Canada : Centre de liaison sur l'intervention et la prévention psychosociale (CLIPP). Récupéré du site du Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes: http://www.criviff.qc.ca/upload/publications/pub_69.pdf
- Girard, J., Rinaldi Baud, I., Rey Hanson, H. et Poujouly, M.-C. (2004). Les violences conjugales: pour une clinique du réel. *Thérapie familiale*, 25(4), 473-483.
- Gramss, A. (2010, novembre). « P'tits Yeux, P'tites Oreilles ». Dans *Actes du colloque européen et international, 22 et 23 novembre 2010. Des violences conjugales aux violences intrafamiliales, une affaire à trois: victimes, auteurs, enfants témoins*. Colloque organisé par l'association Regain et le Conseil de l'Europe à Strasbourg, France. Récupéré du site de l'association Regain: <http://www.regain-association.org/files/doc/Acte.pdf>
- Guéniat, O. (2010, novembre). *La violence conjugale et la police : de la prise en charge aux études du phénomène*. Communication présentée à la conférence organisée par ViFa dans le cadre de sa campagne Déjouons la violence, Lausanne, Suisse.
- Halfon, O., Ansermet, F., Laget, J. et Pierrehumbert, P. (dir.). (2002). *Sens et non-sens de la violence*. Paris, France: Presses universitaires de France.
- Hanson, K. (sous presse). *Schools of thought in children's rights*.
- Hirigoyen, M.-F. (2005). *Femmes sous emprise. Les ressorts de la violence dans le couple*. Paris, France: Oh ! Editions.
- Holden, G. W. (2003). Children exposed to domestic violence and child abuse: Terminology and taxonomy. *Clinical child and family psychology review*, 6(3), 151- 160.
- Hughes, H. M. et Luke, D. A. (1998). Heterogeneity in adjustment among children of battered women. Dans G. W. Holden, R. Geffner et E. N. Jouriles (dir.), *Children exposed to marital violence* (p. 185-221). Washington, DC : American Psychological Association.

- Humphreys, C. (2006). Domestic violence and child protection: exploring the role of perpetrator risk assessments. *Child and Family Social Work*, 12, 360-369. doi: 10.1111/j.1365-2206.2006.00464.x
- Jaffe, P. G., Wolfe, D. A. et Wilson, S. K. (1990). *Children of battered women*. Londres, Angleterre: Sage.
- Jouriles, E. N., McDonald, R., Stephens, N., Norwood, W., Collazos Spiller, L. et Shinn Ware, H. (1998). Breaking the cycle of violence: Helping families departing from battered women's shelters. Dans G. W. Holden, R. Geffner et E. N. Jouriles (dir.), *Children exposed to marital violence* (p. 337-369). Washington, DC: American Psychological Association.
- Kédia, M. et Sabouraud-Séguin, A. (2010). Parentalité et violence dans le couple. Dans K. Sadlier (dir.), *L'enfant face à la violence dans le couple* (p. 81-91). Paris, France: Dunod.
- Killias, M., Simonin, M. et De Puy, J. (2005). *Violence experienced by women in Switzerland over their lifespan*. Berne, Suisse: Staempfli Publishers Ltd.
- Kilpatrick, K. L., et Williams, L. M. (1997). Post-traumatic stress disorder in child witness to domestic violence. *American Journal of Orthopsychiatry*, 67(4), 639-644. doi: 10.1037/h0080261
- Kowal, C. et Simoens, J.-L. (2010, novembre). *Les enfants et les violences conjugales : de l'invisibilité à la reconnaissance*. Communication présentée à la conférence organisée par ViFa dans le cadre de sa campagne Déjouons la violence, Lausanne, Suisse.
- Lacharité, C. et Xavierm, M. T. (2009). Violence conjugale et négligences graves envers les enfants. *EMPAN*, 73, 128-135.
- Lessard, G., Lampron, C. et Paradis, F. (2003). *Les stratégies d'intervention à privilégier auprès des enfants exposés à la violence conjugale : recension des écrits*. Québec, Canada: Institut national de santé public du Québec. Récupéré du site de l'organisme: <http://www.inspq.qc.ca>

- Lessard, G. et Paradis, F. (2003). *La problématique des enfants exposés à la violence conjugale et les facteurs de protection: recension des écrits*. Québec, Canada: Institut national de santé public du Québec. Récupéré du site de l'institut: <http://www.inspq.qc.ca>
- Marneffe, C. (2004). *Malaise dans la protection de l'enfance: la violence des intervenants*. Bruxelles, Belgique: Coordination de l'aide aux victimes de maltraitance, Ministère de la communauté française. Récupéré sur le site: www.yapaka.be
- Meersseman, C. (2008). Comment mettre le phare sur l'enfant dans le tourbillon de la violence conjugale. *L'Observatoire*, 59, 46-50.
- Moore, T. E. et Pepler, D. J. (1998). Correlates of adjustment in children at risk. Dans G. W. Holden, R. Geffner et E. N. Jouriles (dir.), *Children exposed to marital violence* (p. 185-221). Washington, DC: American Psychological Association.
- Morbois, C. et Casalis, M.-F. (dir.). (2001). *Dans la pratique médicale: dépister les situations de violence conjugale, évaluer la dangerosité des hommes violents*. Paris, France: Préfecture de la Région Ile-de-France, Délégation régionale aux droits des femmes et à l'Egalité.
- Morin, E. (2003, May). Sur l'interdisciplinarité. *L'Autre Forum*, 5-10.
- Observatoire national de l'enfance en danger (ONED). (2008). *Les enfants exposés aux violences au sein du couple, quelles recommandations pour les pouvoirs publics*. Paris, France : auteur.
- Organisation mondiale de la santé (OMS). (2002). *Rapport mondial sur la violence et la santé*. Genève, Suisse: auteur.
- Peled, E. et Davis, D. (1995). *Groupwork with children of battered women: a practitioner's guide*. Londres, Angleterre: Sage Publications.
- Pierrhumbert, B. (2005). *Le premier lien: théorie de l'attachement*. Paris, France: Odile Jacob.

Pinheiro, P. S. (2006). *Rapport mondial sur la violence contre les enfants*. Genève, Suisse: Etude du Secrétaire général des Nations Unies sur la violence contre les enfants.

Rapport sur la violence dans les relations de couple. Ses causes et les mesures prise en Suisse, adopté le 13 mai 2009 par le Conseil fédéral suisse en réponse au postulat Stump 05.3694 du 7 octobre 2005. Récupéré du site officiel de la Confédération suisse: <http://www.ebg.admin.ch/dokumentation/00068/00311/00333/index.html?lang=fr>

Résolution 1714. Enfants témoins de violence domestique, adoptée le 12 mars 2010 par la Commission permanente du Conseil de l'Europe. Récupéré sur le site du Conseil de l'Europe: <http://assembly.coe.int/>

Sadlier, K. (2010a). Les effets psychologiques. Dans K. Sadlier (dir.), *L'enfant face à la violence dans le couple* (p. 35-55). Paris, France: Dunod.

Sadlier, K. (2010b, novembre). Débat. Dans *Actes du colloque européen et international, 22 et 23 novembre 2010. Des violences conjugales aux violences intrafamiliales, une affaire à trois: victimes, auteurs, enfants témoins*. Colloque organisé par l'association Regain et le Conseil de l'Europe à Strasbourg, France. Récupéré du site de l'association Regain: <http://www.regain-association.org/files/doc/Acte.pdf>

Salem, G. (2005). *L'approche thérapeutique de la famille*. Paris, France : Masson.

Savard, N. et Zaouche Gaudron, C. (2010). État des lieux des recherches sur les enfants exposés à la violence conjugale. *Neuropsychiatrie de l'enfance et de l'adolescence*, 58(8), 513-522. Doi: 10.1016/j.neurenf.2009.11.008

Savard, N. (2010, novembre). Les représentations d'attachement en contexte de violences conjugales : mieux comprendre pour mieux agir. Dans *Actes du colloque européen et international, 22 et 23 novembre 2010. Des violences conjugales aux violences intrafamiliales, une affaire à trois: victimes, auteurs, enfants témoins*. Colloque organisé par l'association Regain et le Conseil de l'Europe à Strasbourg, France. Récupéré du site de l'association Regain: <http://www.regain-association.org/files/doc/Acte.pdf>

Schechter, D. (2010, novembre). *Transmission intergénérationnelle de la violence* [Présentation PowerPoint]. Communication présentée à la journée de formation continue Prévention dans la petite enfance: violence et périnatalité, Genève, Suisse.

Smith, B. E, Nickles, L. B, Mulmat, D. H. et Davies, H. J. (2000). *Helping Children Exposed to Domestic Violence: Law Enforcement and Community Partnerships. Final Report*. Washington, DC: U.S. Department of Justice. Récupéré sur le site National Criminal Justice Reference Service: <http://www.ncjrs.gov/pdffiles1/nij/grants/193416.pdf>

Sudermann, M. et Jaffe, P. (1999). *Les enfants exposés à la violence conjugale et familiale : guide à l'intention des éducateurs et des intervenants en santé et en services sociaux*. Ottawa, Ontario : Unité de la prévention de la violence familiale, Santé Canada.

Wolfe, D. A. et McIssac, C. (2010). *Distinguer entre le mauvais parentage / parentage dysfonctionnel et la violence psychologique envers les enfants*. Ottawa, Canada: Agence de la santé publique du Canada. Récupéré sur le site de l'Agence de la santé publique du Canada: <http://www.phac-aspc.gc.ca/ncfv-cnivf/pdfs/nfnts-dysfnct-parent-fra.pdf>

Annexes

ANNEXE A : Exemple d'un rapport de police pour violence domestique

POLICE Lausanne

VIOLENCE DOMESTIQUE

☒ PLAINTÉ ☐ PLAINTES ☒ RAPPORT D'INTERVENTION ☐ ANNONCE

établi par : Agt

Poste / Brigade : police secours / section D , le 27.12.2010

☐ Info-Centre pol cant
Aff :

Destinataire : ☒ MP

Doubles à : ☒ Police cantonale
☐ SPOP
☒ SPJ via BMM

Réf : **DFJC**
18 JAN. 2011
SPJ/ULF
12 JAN. 2011

Visa : *RM*

Annexe(s) ☐

Juge d'instruction de l'arrondissement

☐ TM ☐ JIC

REQUISITION Enq. No :
Au Commandant de la police cantonale.
Veuillez procéder à toutes recherches et
auditions utiles concernant la présente
affaire.
La présente vaut délégation au sens des
art. 169, 170 et 171 CPP, qui doivent être
observés

Date :
Le magistrat :
(sceau)

victime ☐ H ☒ F rencontrée ☒ oui ☐ non déclarations p.4 ☒

Nom :
Prénom :
Né(e) le : à : / Serbie et Monténégro
Origine : Serbie et Monténégro statut étr. : livret C
Fils de : et de :
Etat civil : Epouse de Profession : serveuse
Domicile : Lausanne,
Téléphones : Mobile :
Statut du couple : mariés depuis
Avec enfants : ☒ oui ☐ non Présents lors des faits : ☒ oui ☐ non

prévenu ☒ H ☐ F rencontré ☒ oui ☐ non déclarations p.5 ☒

Nom :
Prénom :
Né(e) le : à : / Serbie et Monténégro
Origine : Serbie et Monténégro statut étr. : livret B
Fils de : et de :
Etat civil : Epoux de Profession : cuisinier
Domicile : Lausanne,
Téléphones : Mobile :
Statut du couple : mariés depuis
Avec enfants : ☒ oui ☐ non Présents lors des faits : ☒ oui ☐ non

Nature de l'infraction : ☐ atteinte à la liberté (menaces, contrainte, séquestration, etc.)
☒ atteinte à l'intégrité corporelle (voies de fait, lésions corporelles, mise en danger de la vie, etc.)
☐ atteinte à l'intégrité sexuelle (viol, contrainte sexuelle, etc.)
☒ atteinte à l'honneur et domaine privé (injure, abus du téléphone, etc.)

Les faits relatés sont : Selon victime ☐ isolés ☒ répétitifs Selon prévenu ☐ isolés ☒ répétitifs

Date et heure de l'infraction : 27.12.2010 à 21:45:00

Lieu de l'infraction : Lausanne,

Date et annonce à la police : 27.12.2010 22:18:00 par : la victime

Témoign : ☒ Non ☐ Oui - voir page 6 et suivante(s)

Constat technique : ID pas requise

Photo(s) par intervenants : ☒ Non ☐ Oui nombre :

victime

Constat médical : ☒ Non ☐ Oui par :
Etat physique : ☒ En ordre ☐ Test ☐ Autre(s)
Formule LAVI : ☐ Non ☒ Oui

prévenu

Constat médical : ☒ Non ☐ Oui par :
Etat physique : ☒ En ordre ☐ Test éthylomètre ☐ Autre(s)
Formule LAVI : ☒ Non ☐ Oui

Saisie arme / objet :
Magistrat avisé :
SPJ avisé :
Signature(s) : agt pol jud : Agt

Résultat des recherches :
Date :
Signature :

Affaire : /

Circonstances :

Nos services ont été sollicités par Mme pour des violences domestiques. Mme nous a ouvert la porte. M. se trouvait au salon avec leur fils. La situation était calme. Les intéressés ont été auditionnés séparément.
Au terme des auditions, à la demande de Mme , cette dernière a été acheminée au foyer Malley Prairie accompagnée de son fils . Quant à M. , il a été laissé dans l'appartement.

Remarques :

Affaire : /

La victime dépose une plainte pénale

☒ Oui☐ Non☐ Ne sait pas

Déclare faire élection de domicile dans le canton de Vaud à l'adresse suivante :

Déclarations de la victime - prévenue

" Nous me parlez de la LAU et je souhaite en bénéficier.
 Je connais mon mari depuis l'année 2005. Nous nous sommes
 mariés le 2007 de notre union, nous avons eu un enfant,
 né le 2009. Nous vivons sous le même toit depuis
 3 ans.
 A ce jour, nous nous sommes disputés et cause de la vaisselle. Mon
 mari m'a ordonné de la faire, chose que j'ai refusé. Mon mari s'est
 alors énervé puis il m'a saisi par le cou ^①. Il m'a alors dit à
 nouveau de faire la vaisselle. J'ai de nouveau refusé. Alors que je
 me trouvais avec mon fils par terre, mon mari il a déplacé dans le
 canapé. Il a ensuite ouvert la fenêtre du salon, pièce dans laquelle
 je me trouvais puis il m'a poussée dans le canapé. Je vous précise
 que j'ai eu peur car il m'a menacé de me jeter par la fenêtre.
 Comme mon fils commençait à pleurer, mon mari s'est dirigé vers lui.
 A ce moment, je me suis enfermée aux toilettes et j'ai fait appel à un
 service.
 Durant l'altercation, mon mari m'a menacé de me tuer. Il m'a insulté
 de "merde", de " salope " et de "trouie" notamment. Je vous précise
 que je ne suis pas blessée. J'ai reçu mon audition et je n'ai
 rien d'autre à ajouter."
 ① et il a tenté de m'étouffer.

Lu et confirmé : à Lausanne, le 27.12.2010 à 2310

La personne entendue :

L'agt de pol. jud. dél. :

Affaire :

Le prévenu dépose une plainte pénale

☐ Oui

☒ Non

☐ Ne sait pas

Déclare faire élection de domicile dans le canton de Vaud à l'adresse suivante :

Déclarations du prévenu - victime

Je prends note que je suis entendu en qualité de prévenu et que je suis libre de me taire (droit au silence).

J'en prends note et accepte de répondre à vos questions.

Ma situation personnelle est la suivante :

Cela fait quatre ans que je suis marié à mon épouse. De notre union, est né un fils, âgé de seize mois. Pour vous répondre, c'est la première fois que la police intervient à notre domicile pour des violences domestiques.

Ce soir, je me suis disputé avec mon épouse concernant le fait qu'elle n'assumait pas sa responsabilité dans le ménage de notre maison. Les tensions sont montées et, à un moment donné, j'ai bousculé ma femme en la poussant contre le canapé. C'est alors qu'elle s'est mise à pleurer et s'est rendue à sa voisine. Par la suite, alors que je me trouvais avec mon fils, au salon, vos services sont arrivés.

Pour répondre à votre question, notre fils était présent durant notre altercation.

Je tiens à ajouter que ça arrive souvent que l'on se dispute pour des faits similaires.

Vous me remerciez mon audition et je n'ai rien d'autre à ajouter, ni à modifier.

Pas de déclaration. Motifs :

Lu et confirmé :

La personne entendue :

L'agt de pol. jud. dél. :

ANNEXE B : Grille d'analyse proposée pour l'évaluation des rapports de police

Degré d'exposition (du plus grave au moins grave)	Facteurs de protection	Facteurs de risque	Action conseillée
Victimisation directe, participation ou intervention <i>l'enfant est verbalement ou physiquement attaqué de manière intentionnelle ou non pendant l'altercation (ex. : touché par un objet lancé), l'enfant essaie ou est forcé de s'interposer (ex. l'enfant se met entre ses parents, le parent lui demande d'intervenir).</i>	Aucun, appel police et/ou dépôt de plainte	Non pris en compte	Appréciation
	Mesures concrètes (CMP)	Non pris en compte	Appréciation (collaboration avec CMP)
Témoin visuel ou auditif <i>l'enfant observe ou entend la situation de violences conjugales (ex. l'enfant est présent lors de l'épisode de violence soit dans la même pièce soit dans son lit et entend des cris, des objets se casser)</i>	Aucun	Aucun	Lettre type pour VC
		2 ou plus*	Appréciation
	Appel police et/ou dépôt de plainte	Aucun	Lettre de soutien
		2 ou plus*	Appréciation
Victime des conséquences <i>l'enfant n'était pas présent mais observe les conséquences de l'agression (ex.: séquelles physiques ou psychologiques du parent victime, déménagement, etc.)</i>	Aucun	Aucun	Lettre type pour VC
		3 ou plus*	Appréciation
	Appel police et/ou dépôt de plainte	Aucun	Lettre de soutien
		3 ou plus*	Appréciation
	Mesures concrètes (CMP)	Aucun	Lettre de soutien
		3 ou plus*	Contacteur CMP, appréciation si nécessaire

* Facteurs de risque associés à un épisode de violence domestique pouvant conduire à penser qu'il y a de la violence conjugale et qu'elle met l'enfant en danger:

- Fréquence des épisodes de violence (chronicité) ;
- Gravité de l'épisode de violence tel que : les actes d'agression poursuivis d'office par le CPS (lésions corporelles simples, voies de fait répétées, menaces, contraintes sexuelles et viols), la présence d'arme au domicile ;
- Période à risque telle que : phase de séparation, grossesse, accès à la parentalité (grand facteur de risque en ce qui concerne les divorces, séparations et/ou la violence conjugale) ;
- Enfant en bas âge (directement impacté et plus fortement dépendant des parents) ;
- Enfant choqué par l'épisode de violence, forte réaction décelée ou racontée à la police ;
- Facteurs associés affectant les capacités parentales tels que : trouble psychique, déficience mentale, alcool, drogue, etc.

Note : grille inspirée par les travaux d'Holden (2003) et de l'ONED (2008). Facteurs de risques repris de Flores et al. (2010), Humphreys (2006), Morbois et Casalis (2001) et sont apparus, mais de façon non systématiques, dans les rapports de police analysés.

ANNEXE C : Lettre et liste d'adresses envoyées actuellement par l'ensemble des ORPM du SPJ suite à la réception d'un rapport de police pour violence domestique



**Service de protection
de la jeunesse**
Office régional de protection
des mineurs du Centre

BAP - Av. des Casernes 2
1014 Lausanne

Réf. : /
021 316

Lausanne, le

Madame, Monsieur,

La police vient de nous informer qu'elle est intervenue à votre domicile au motif de violence domestique. Selon les informations dont nous disposons, lors de cette altercation, .

Sans nous prononcer sur ces événements, nous vous faisons part de notre inquiétude pour , et à ce titre nous vous incitons à prendre des mesures pour remédier à ce problème et éviter que de tels faits ne se reproduisent.

Vous trouverez en annexe une liste d'adresses de services intervenant dans le domaine de la violence conjugale.

Nous sommes également à votre disposition pour répondre à vos questions ou demande d'aide (Office de protection des mineurs du Centre, Bâtiment administratif de la Pontaise, av. des Casernes 2, 1014 Lausanne, 021 316 53 10, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h).

Si nous devons être informés de nouveaux épisodes de violence et apprendre, de surcroît, que vous n'avez pris aucune mesure pour supprimer l'exposition de à ces actes de violence, notre Service serait amené à intervenir, afin de prendre les mesures nécessaires pour assurer la protection de en interpellant, le cas échéant, les Autorités judiciaires compétentes.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

La cheffe de l'ORPM du Centre

Fabienne Lombardet

Annexe(s)

- 1 liste d'adresses utiles



Département de la formation, de la jeunesse et de la culture
Service de protection de la jeunesse
www.vd.ch/spj – T 41 21 316 53 46 – F 41 21 316 53 31

Document3



Service de protection de la jeunesse

Liste d'adresses

de services intervenant dans le domaine de la violence conjugale

- **Centre LAVI**

www.profa.ch/Prest_LAVI.htm

Grand-Pont 2 bis
1003 Lausanne
021 320 32 00

Consultations gratuites et confidentielles pour victimes d'infractions.

Information sur les procédures pénales et civiles, ainsi que sur les mesures d'accueil psychologique et social.

- **ProFa – Consultation conjugale**

www.profa.ch

Av. Georgette 1
1003 Lausanne
021 312 24 58

Information sur les problématiques en relation avec les couples, sur rendez-vous.

Consultations confidentielles payantes et non remboursées par la LAMal. La contribution financière peut toutefois être négociée.

POUR LES MIGRANTS :

- **Appartenances**

www.appartenances.ch

Lausanne
Rue des Terreaux 10
1003 Lausanne
021 341 12 50

Vevey
Rue des Communaux 2A
1800 Vevey
021 922 45 22

Yverdon
Rue de l'Ancienne-Poste 2
1400 Yverdon-les-Bains
024 425 06 65

Consultations thérapeutiques pour les enfants, adolescents et adultes en difficulté.

Séances individuelles, de famille, de couple ou de groupe.

POUR LES HOMMES :

- **Violence et famille**

Av. Vinet 19bis
1004 Lausanne
021 644 20 45

Consultations sur rendez-vous pour hommes et femmes. Aide pour les hommes violents.

POUR LES FEMMES :

- **Bureau d'informations sociales et juridiques pour femmes**

www.bif-vd.ch

Lausanne
Av. Eglantine 6
1006 Lausanne
021 320 04 04

Permanence du lundi au vendredi de 9h à 12h, sans rendez-vous.

Vevey
Rue du Clos 8
1800 Vevey
021 923 78 50

Permanence tous les jeudis de 9h à 12h, sans rendez-vous

Prestations gratuites, anonymes et confidentielles.

- **Centre d'accueil de Malley-Prairie**

www.malleyprairie.ch

Lausanne
Ch. de la Prairie 34
1007 Lausanne
021 620 76 76

Bex, Montreux, Yverdon
Itinérance
(consultation ambulatoire)

Accueil hébergement 24h/24 et consultation ambulatoire sur rendez-vous pour femmes victimes de violences conjugales et/ou familiales, avec ou sans enfants)



Département de la formation, de la jeunesse et de la culture
Service de protection de la jeunesse
www.vd.ch/spj – T 41 21 316 53 46 – F 41 21 316 53 31

ANNEXE D : Lettre et liste d'adresses types proposées pour remplacer la version type actuellement envoyée par le SPJ suite à la réception d'un rapport de police pour violence domestique



Service de protection
de la jeunesse
Office régional de protection
des mineurs du Centre

BAP - Av. des Casernes 2
1014 Lausanne

Réf. : /
021 316 53 10

Lausanne, le

Nom enfant(s)

Madame, Monsieur,

La police nous a informé qu'elle est intervenue à votre domicile au motif de violence conjugale. Selon les informations dont nous disposons, lors de cette altercation, votre/vos enfant/s a/ont été exposé/s directement ou indirectement à cet événement.

Dans un premier temps, nous nous limitons à vous faire part, à titre préventif, de notre inquiétude pour votre/vos enfants de grandir dans un tel contexte. Notre expérience à démontrer que ces situations peuvent avoir des répercussions négatives sur le développement de votre/vos enfant/s. Le stress occasionné par ce type d'événements, particulièrement dangereux plus l'enfant est petit, peut susciter divers symptômes tels que des maux de ventre, de l'anxiété, une faible estime de soi, de la tristesse, un comportement hyperactif, indiscipliné, agressif, des difficultés relationnelles, scolaires.

Notre intérêt est le même que le vôtre: offrir à votre/vos enfant/s un cadre bienveillant afin qu'il/s se développe/nt au mieux. C'est pourquoi nous vous incitons à effectuer les démarches nécessaires pour dépasser les problèmes que vous rencontrez et éviter que de tels faits ne se reproduisent. Dans ce but, vous trouverez en annexe une liste d'adresses de services intervenant dans le domaine de la violence intrafamiliale pour vous et votre/vos enfant/s. D'autre part, n'hésitez pas à prendre contact avec notre Service si vous avez besoin d'aide ou de conseil (Office de protection des mineurs du Centre, Bâtiment administratif de la Pontaise, av. des Casernes 2, 1014 Lausanne, 021 316 53 10, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h).

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

La cheffe de l'ORPM du Centre

Fabienne Lombardet

Annexe

- 1 liste d'adresses utiles



Département de la formation, de la jeunesse et de la culture
Service de protection de la jeunesse
www.vd.ch/spj – T 41 21 316 53 46 – F 41 21 316 53 31

C:\Users\Wreille\Documents\MIDE\4e semestre\Mémoire\Impact violence conjugale sur enfants\Outils SPJ\Modèle lettre type VC.doc



Service de protection de la jeunesse

Liste d'adresses

de services intervenant dans le domaine de la violence conjugale

- **Profa – Consultation conjugale**

Av. Georgette 1
1003 Lausanne
021 312 24 58

Consultations conjugales sur rendez-vous, confidentielles, payantes et non remboursées par les assurances maladie mais la contribution financière peut être négociée.

- **Centre de consultation les Boréales**

Avenue Recordon 40
1004 Lausanne
021 314 66 33

Unité de prise en charge de la maltraitance familiale. Cette consultation s'adresse à toute personne ayant subi ou commis des actes de violence dans le cadre de la famille. Consultations sur rendez-vous. Prestations prises en charges par les assurances maladie.

- **Centre LAVI**

Grand-Pont 2 bis
1003 Lausanne
021 320 32 00

Consultations gratuites et confidentielles pour les victimes d'infractions. Information sur les procédures pénales et civiles, ainsi que sur les mesures d'accueil psychologique et sociale.

- **ViFa**

Av. Vinet 19bis
1004 Lausanne
021 644 20 45

Propose des programmes spécifiques pour les hommes et femmes auteurs de violence dans le couple et la famille. Consultations sur rendez-vous.

- **Centre d'accueil de Malley-Prairie**

Ch. de la Prairie 34
1007 Lausanne
021 620 76 76

Accueil, hébergement 24h/24 et consultation ambulatoire sur rendez-vous pour femmes victimes de violences conjugales et/ou familiales, avec ou sans enfants.

- **Bureau d'informations sociales et juridiques pour femmes**

Av. Eglantine 6
1006 Lausanne
021 320 04 04

Permanence du lundi au vendredi de 9h à 12h, sans rendez-vous. Prestations gratuites, anonymes et confidentielles.

POUR LES ENFANTS :

- **Service universitaire de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent (SUPEA)**

Consultation du Bugnon (Est)
Rue du Bugnon 23A
1011 Lausanne
021 314 19 53

Consultation de la Chablière (Ouest)
Av. de la Chablière 5
1004 Lausanne
021 314 85 58

Consultation «Passerelle» (Sud-Ouest)
Av. de la Gare 34
1022 Chavannes
021 637 26 00

Urgences Psychiatriques du CHUV
Policlinique Médicale Universitaire (PMU)
Rue du Bugnon 44, Niveau 07
1011 Lausanne
021 314 19 30

Le SUPEA offre des consultations ambulatoires ainsi que des possibilités d'hospitalisation, pour la prise en charge des enfants et des adolescents souffrant de difficultés psychiques. Les frais de traitement sont pris en charge par les assurances maladie.

POUR LES MIGRANTS :

- **Appartenances**

www.appartenances.ch
Rue des Terreaux 10
1003 Lausanne
021 341 12 50

Consultations thérapeutiques pour les enfants, adolescents et adultes en difficultés.



Département de la formation, de la jeunesse et de la culture
Service de protection de la jeunesse
www.vd.ch/spj – T 41 21 316 53 46 – F 41 21 316 53 31

ANNEXE E : Lettre de soutien et liste d'adresses proposées pour remplacer la version actuellement envoyée par le SPJ suite à la réception d'un rapport de police pour violence domestique dans les cas où la victime appelle la police et/ou dépose plainte contre son conjoint



**Service de protection
de la jeunesse**
Office régional de protection
des mineurs du Centre

BAP - Av. des Casernes 2
1014 Lausanne

Réf. : /
021 316 53 10

Lausanne, le

Nom enfant(s)

Madame, Monsieur,

La police nous a informé qu'elle est intervenue à votre domicile au motif de violence domestique. Selon les informations dont nous disposons, lors de cette altercation, votre/vos enfant/s a/ont été exposé/s directement ou indirectement à cet événement.

Tout d'abord, nous tenons à saluer votre réaction face à cet épisode de violence, vous avez su vous protéger, vous et votre/vos enfant/s. La violence est inacceptable et punissable aux yeux de la loi en Suisse. De plus, elle fait courir un risque à votre/vos enfant/s car elle le/les met/s face à l'incompréhension, l'impuissance, la culpabilité et cela lui/leur fait peur, voire même le/s terroriser. Quel que soit l'âge des enfants et même s'ils n'en parlent pas, ils voient, entendent, sentent et interprètent à leur manière les scènes de violence physique ou verbale auxquelles ils ont été exposés.

C'est donc à juste titre que vous avez appelé la police/déposé plainte et nous vous soutenons dans cette démarche. Sachez que si vous avez besoin d'aide ou de conseil, notre Service est à votre disposition, n'hésitez donc pas à nous contacter (Office de protection des mineurs du Centre, Bâtiment administratif de la Pontaise, av. des Casernes 2, 1014 Lausanne, 021 316 53 10, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h). Par ailleurs, d'autres services sont à votre disposition ainsi qu'à celle de votre/vos enfant/s et nous vous encourageons à les contacter, si ce n'est pas déjà fait, afin de bénéficier de tout le soutien nécessaire pour dépasser les problèmes que vous rencontrez. A cet effet, vous trouverez en annexe une liste d'adresses de services intervenant dans le domaine de la violence intrafamiliale.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

La cheffe de l'ORPM du Centre

Fabienne Lombardet

Annexe

- 1 liste d'adresses utiles



Département de la formation, de la jeunesse et de la culture
Service de protection de la jeunesse
www.vd.ch/spj – T 41 21 316 53 46 – F 41 21 316 53 31

C:\Users\Wirelle\Documents\MID\4e semestre\Mémoire\moact violence conjugale sur enfants\Outils SPJ\Modèle lettre soutien.doc



Service de protection de la jeunesse

Liste d'adresses

de services intervenant dans le domaine de la violence conjugale

- **Profa – Consultation conjugale**

Av. Georgette 1
1003 Lausanne
021 312 24 58

Consultations conjugales sur rendez-vous, confidentielles, payantes et non remboursées par les assurances maladie mais la contribution financière peut être négociée.

- **Centre de consultation les Boréales**

Avenue Recordon 40
1004 Lausanne
021 314 66 33

Unité de prise en charge de la maltraitance familiale. Cette consultation s'adresse à toute personne ayant subi ou commis des actes de violence dans le cadre de la famille. Consultations sur rendez-vous. Prestations prises en charges par les assurances maladie.

- **Centre LAVI**

Grand-Pont 2 bis
1003 Lausanne
021 320 32 00

Consultations gratuites et confidentielles pour les victimes d'infractions. Information sur les procédures pénales et civiles, ainsi que sur les mesures d'accueil psychologique et sociale.

- **ViFa**

Av. Vinet 19bis
1004 Lausanne
021 644 20 45

Propose des programmes spécifiques pour les hommes et femmes auteurs de violence dans le couple et la famille. Consultations sur rendez-vous.

- **Centre d'accueil de Malley-Prairie**

Ch. de la Prairie 34
1007 Lausanne
021 620 76 76

Accueil, hébergement 24h/24 et consultation ambulatoire sur rendez-vous pour femmes victimes de violences conjugales et/ou familiales, avec ou sans enfants.

- **Bureau d'informations sociales et juridiques pour femmes**

Av. Eglantine 6
1006 Lausanne
021 320 04 04

Permanence du lundi au vendredi de 9h à 12h, sans rendez-vous. Prestations gratuites, anonymes et confidentielles.

POUR LES ENFANTS :

- **Service universitaire de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent (SUPEA)**

Consultation du Bugnon (Est)
Rue du Bugnon 23A
1011 Lausanne
021 314 19 53

Consultation de la Chablière (Ouest)
Av. de la Chablière 5
1004 Lausanne
021 314 85 58

Consultation «Passerelle» (Sud-Ouest)
Av. de la Gare 34
1022 Chavannes
021 637 26 00

Urgences Psychiatriques du CHUV
Policlinique Médicale Universitaire (PMU)
Rue du Bugnon 44, Niveau 07
1011 Lausanne
021 314 19 30

Le SUPEA offre des consultations ambulatoires ainsi que des possibilités d'hospitalisation, pour la prise en charge des enfants et des adolescents souffrant de difficultés psychiques. Les frais de traitement sont pris en charge par les assurances maladie.

POUR LES MIGRANTS :

- **Appartenances**

www.appartenances.ch
Rue des Terreaux 10
1003 Lausanne
021 341 12 50

Consultations thérapeutiques pour les enfants, adolescents et adultes en difficultés.



Département de la formation, de la jeunesse et de la culture
Service de protection de la jeunesse
www.vd.ch/spj – T 41 21 316 53 46 – F 41 21 316 53 31